

JO N°26 DU 30 JUIN 2005

Décret n° 2005-313/PRES/PM/MASSN du 15 juin 2005 portant adoption du Programme National d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO).

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-204 /PRES du 6 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2004-003/PRES/PM du 17 janvier 2004 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2002-462/PRES/PM/MASSN du 28 octobre 2002 portant organisation du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale ;

Sur rapport du Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 février 2005 ;

D E C R E T E

Article 1 : Est adopté le Programme national d'action éducative en milieu ouvert (AEMO) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

Article 2 : Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale, le Ministre de l'administration territoriale, le Ministre de la sécurité, le Ministre des finances et du budget, le Ministre de la promotion des droits humains, le Ministre de la justice et le Ministre du travail, de l'emploi et de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret .

Ouagadougou, le 15 juin 2005

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre
Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre de l'action sociale
et de la solidarité nationale
Mariam LAMIZANA

Le Ministre de l'administration territoriale
et de la décentralisation
Moumouni FABRE

Le Ministre de la sécurité
Djibrill Yipènè BASSOLE

Le Ministre des finances et du budget
Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre de la promotion des droits humains
Monique ILBOUDO

Le Ministre de la justice,
garde des sceaux
Boureima BADINI

Le Ministre du travail, de l'emploi
et de la jeunesse

Alain Ludovic TOU

PROGRAMME NATIONAL D'ACTION EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT 2005 – 2009

PRESENTATION DU PROGRAMME

TITRE : Programme National d'Action Educative en Milieu Ouvert

PAYS : Burkina Faso

LOCALISATION : Toutes les villes du pays, principalement celles où le phénomène enfants et jeunes vivant dans la rue est visible

SECTEUR D'INTERVENTION : Social

BENEFICIAIRES DU PROGRAMME : Enfants et jeunes en difficulté

BUT DU PROGRAMME : Réduire le phénomène de la déviance et de la délinquance juvénile par une prise en charge effective des enfants et jeunes en difficulté .

ORGANISME RESPONSABLE DE L'EXECUTION : Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (Direction de la Protection de l'Enfant et de l'Adolescent)

AUTRES ORGANISMES : Les Ministères en charge : de la Santé, de l'Administration Territoriale, de la Sécurité, du Travail, de la Justice, de l'Enseignement de Base, de l'Agriculture, de l'Information, de la Défense, des Infrastructures, des Finances, de l'Economie, de l'Environnement, de la Promotion des Droits humains, du Commerce, de la Promotion de la Femme ,des Affaires Etrangères .

Des ONG, Associations, Mairies, Communes, Institutions / Partenaires.

COUT DU PROGRAMME : 4.146.681.250 F CFA

CONTRIBUTION DE L'ETAT: 400.000.000 fCFA soit 9,65 %

SOURCES DE FINANCEMENT : 1 – Gouvernement
2 - Partenaires

DUREE DU PROGRAMME : cinq (05) ans

DEBUT : Janvier 2005

FIN : Décembre 2009

Liste des acronymes

AEMO : Action Educative en Milieu Ouvert

AGR : Activités Génératrices de Revenus

AN : Assemblée Nationale

CDE : Convention Relative aux Droits de l'Enfant

CESF : Centre d'Education Spécialisée et de Formation

CPF : Code des Personnes et de la Famille

DAPRS : Direction de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion Sociale

DGAS : Direction Générale de l'Action Sociale

DEP : Direction des Etudes et de la Planification

DPASSN : Direction Provinciale de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale

DPEA : Direction de la Protection de l'Enfant et de l'Adolescent

DRASSN : Direction Régionale de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale

ECPD : Enfants en Circonstances Particulièrement Difficiles
EDS : Enquête Démographique et de Santé
ENSS : Ecole Nationale de Service Social
EVF : Education à la Vie Familiale
HIV : Human Immuno Virus
IAP : Indice Absolu de Pauvreté
IDH : Indice de Développement Humain
IEC : Information Education Communication
IEP : Indice d'Extrême Pauvreté
INSD : Institut National de Statistiques et de la Démographie
IPEC : Programme International pour l'Abolition du Travail des Enfants
IST : Infections Sexuellement Transmissibles
MASSN : Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MEADO : Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara
MEBA : Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA : Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA
PIB : Produit Intérieur Brut
PNOCSUR : Plan National d'Organisation et de Coordination des Secours d'Urgence et de Réhabilitation
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIDA : Syndrome d'Immuno Déficience Acquis
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAD : Visite à Domicile

INTRODUCTION GENERALE

L'élaboration du Programme National d' Action Educative en Milieu Ouvert (PAN-AEMO) traduit la volonté politique du gouvernement d'inscrire résolument la problématique des enfants en situation difficile dans la stratégie nationale de développement durable au Burkina Faso.

Le Programme d'Action définit les axes stratégiques et oriente les interventions de l'Etat et de ses partenaires en matière d'encadrement des enfants et jeunes en difficulté notamment ceux vivant dans la rue pour la période 2005-2009. Il tire son fondement de la stratégie d'action éducative en milieu ouvert qui est une approche d'intervention auprès des enfants et jeunes en difficulté dans leur milieu de vie (famille, atelier, rues) que le gouvernement a adopté le 10 mars 1993. Ce programme a pour but de réduire le phénomène de la déviance et de la délinquance juvénile par une prise en charge effective des enfants et jeunes en difficulté. Il a été élaboré à partir des expériences menées dans le pays, notamment le projet expérimental AEMO exécuté depuis 1990 à Ouagadougou et des résultats de l'étude prospective sur la situation des enfants vivant dans la rue réalisée en mai 2002 par le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale avec l'appui de ses partenaires.

Document de référence, il a été élaboré par un comité pluridisciplinaire de douze (12) membres et a été validé en 2003 lors d'un atelier national qui a connu la participation active des structures publiques, des ONG et associations ainsi que des organismes internationaux notamment l'UNICEF et l'UNESCO. Il est donc le résultat d'un large consensus sur la problématique des enfants vivant dans la rue et sur les stratégies appropriées pour mieux juguler le problème.

I – LE CONTEXTE

1-La Situation géographique

Le Burkina Faso est un pays sahélien enclavé situé en Afrique de l'Ouest dans la boucle du Niger. Il couvre une superficie de 274 200km² et est limité :

- à l'Est, par le Niger,
- au Sud, par le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana ;
- au Nord et à l'Ouest par le Mali.

2-Le climat

La situation enclavée du Burkina Faso, sans aucun débouché sur la mer, lui confère un climat continental, aux fortes amplitudes thermiques et aux saisons contrastées.

Les températures varient de 10° à 42° avec une pluviométrie variant de 300 à 1200 mm du Nord au sud du pays.

Le climat de type soudano sahélien marqué par la sécheresse et la chaleur comporte deux (02) saisons inégales, rythmées par l'influence alternée des vents sahariens et des Moussons :

- une saison pluvieuse qui s'étale de mai à septembre,
- une saison sèche qui dure huit (08) mois de Octobre à Mai.

3-La Situation démographique

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 1996), la population totale du Burkina Faso était estimée à dix millions neuf cent quarante un mille sept cent cinquante quatre (10.941.754) habitants en juillet 1996. Elle se caractérise par sa jeunesse (55,75% de la population est âgé de moins de 18 ans) et par sa croissance rapide (11,6millions en 2001 ; 16,5millions en 2005).Le taux d'urbanisation connaît également une augmentation selon la même source. Il était de 16,2% en 1994, contre 12,7% en 1985.

La répartition de la population présente une disparité selon qu'on soit en zone rurale ou urbaine.

Cette inégale répartition de la population reflète de fortes disparités de densité .Moins de 25hbs/km2 dans les provinces de l'Ouest, du Sud-ouest, du Nord et de l'Est, elle varie entre 44 à 100 habitants/km2 dans le plateau central.

Une autre caractéristique importante de la population est le phénomène des migrations. Selon l'INSD 1996, les flux migratoires internes sont plus importants (71,2%) que ceux externes (28,8%) et concernent les personnages âgés de 15 ans et plus.

Ce sont l'ouest et le centre, principalement Ouagadougou et Bobo-Dioulasso qui bénéficient le plus des migrations internationales et constituent l'origine ou la destination de plus de 75% des migrations internes.

Les raisons évoquées par les migrants sont d'ordre social et économique corrélés par le climat, le relief, la pauvreté...

II - LA JUSTIFICATION

DIAGNOSTIC DU PHENOMENE ENFANTS ET JEUNES VIVANT DANS LA RUE

2- 1. Les causes du phénomène

Le phénomène résulte de l'interférence de diverses causes qui sont essentiellement d'ordre structurel auxquelles se greffent les facteurs immédiats.

2-1.1 Causes structurelles

*** La pauvreté.**

Les besoins du pays proviennent essentiellement de l'agriculture (80%) qui est pourtant tributaire d'une pluviométrie à régularité aléatoire. Par ailleurs, la dégradation progressive de l'environnement appauvrit les sols et les productions sont très souvent déficitaires dans bon nombre de régions du pays. Cette situation fait que la plus part des ménages ont un très bas niveau de vie et n'arrivent pas à satisfaire les besoins de base .En effet, le seuil absolu de pauvreté au Burkina Faso qui était de quarante un mille quatre vingt dix neuf (41.099) F CFA/adulte/an en 1994 est passé à 72690F/adulte/ an en 1998 et à 82.672F/adulte/an en 2003.

En 1995, 30 à 40% de la population vivaient en dessous du seuil de la pauvreté. Ce taux est passé de 45,3% en 1998 à 46,2% en 2003. Ce qui signifie que la pauvreté a augmentée. On note également des disparités remarquables qui sont liées entre autres à la mauvaise répartition des richesses nationales.

En outre, malgré le fait avéré que c'est le concours de plusieurs facteurs qui détermine le départ des enfants et jeunes vers la rue, la pauvreté semble être le plus déterminant en tenant compte des résultats de l'enquête de mai 2002 (Annexe I Tableau VI). Selon le Plan National d'Organisation et de Coordination des Secours d'Urgence et de Réhabilitation (PNOCSUR) dans sa subdivision du Burkina en zones d'extrême pauvreté et en zones absolues de pauvreté, des 10 provinces désignées comme les plus pourvoyeuses en ECPD selon l'enquête de mai 2002, seuls le Kadiogo et le Houet ont un indice de pauvreté absolue (7,8%) et un indice d'extrême pauvreté (2,6%) bas 2. Mais la prédominance de ces deux provinces s'explique par le phénomène urbain avec son lot de quartiers périphériques qui regroupent les populations les plus démunies. Les autres sont dans des régions à Indice Absolu de Pauvreté (IAP) et à Indice d'Extrême Pauvreté (IEP) élevé. C'est le cas du Yatenga, du Sanmamtenga et du Passoré pour ne citer que ceux-ci.

*** L'explosion démographique.**

Bien que le Burkina ait un taux élevé de mortalité générale (15,2‰), on constate une forte croissance de sa population à cause de la

forte fécondité (6,8%) et de l'amélioration des conditions sanitaires de la population. Cette situation a donné lieu à une poussée démographique sans précédent. En effet la population Burkinabé estimée à 4.349.000 hbts entre 1960 et 1961 est passée à 10.312.609 hbts selon le RGPH 1996. Elle est estimée à 16,5 millions en 2005. Ce qui est à l'origine de nombreuses difficultés que vit la population.

Parmi ces difficultés, figure le faible taux de scolarisation (52,25%) qui présente des disparités entre garçons (54,38%) et les filles (45,17%) selon DEP MEBA janvier 2004. Ce taux de scolarisation est lié au manque crucial d'infrastructures et de personnel enseignant d'où la non accessibilité à l'école par de nombreux enfants. Par ailleurs le nombre élevé d'enfants dans les ménages notamment ruraux, et le coût relativement élevé de la scolarisation obligent les parents à ne pas inscrire tous leurs enfants à l'école.

Le taux d'urbanisation du Burkina Faso est en constante augmentation. Selon le RGPH/1996, 84,6% de la population habitaient en milieu rural, contre 15,4% en milieu urbain dont 9,9% dans les deux (02) principales villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) et 5,5% dans les autres centres. Cette inégale répartition de la population reflète de fortes disparités de densité. Moins de 25 hbts/km² dans le milieu rural, contre 12,7% en 1985 et 18,4% en 1996. La croissance démographique est donc beaucoup plus accélérée que le rythme du développement urbain ce qui explique la prolifération des quartiers périphériques.

Cette situation incontrôlée liée au développement urbain fait qu'en milieu rural, les contraintes obligent les jeunes ruraux à migrer vers les villes à la recherche d'emploi, où ils vont grossir le rang des chômeurs ou exercer de petits métiers instables et souvent précaires.

*** L'exode rural**

Au Burkina - Faso, l'exode rural draine 71,2% de la jeunesse rurale vers les villes perçues comme lieu d'acquisition d'un mieux être social et économique.

Poussés généralement par le désir d'accès aux biens de consommation moderne (vélo, vêtements, radio, etc), les jeunes une fois en ville se retrouvent confrontés à des difficultés inattendues (problèmes de logement, de nourriture, et de travail). Passant la majeure partie de leur temps dans la rue, ils s'y font de nouvelles amitiés, acquièrent de nouveaux comportements et s'éloignent ainsi peu à peu des familles d'accueil.

*** La situation matérielle et psychologique des familles urbaines**

La situation matérielle et psychologique précaire de certains parents est à l'origine de la présence dans la rue d'un certain nombre d'enfants. On constate une nucléarisation de la famille, qui a pour conséquence l'effritement de la solidarité communautaire. Certains parents démunis ne pouvant compter que sur eux-mêmes finissent par perdre le contrôle des enfants. D'où les fugues répétées qui conduisent progressivement à l'installation des enfants dans la rue.

En outre, le départ de l'enfant est motivé par :

- les troubles relationnels ;
- la perte de l'identité ;
- les conflits de valeurs entre éducation moderne et traditionnelle ;
- la perte des valeurs traditionnelles ;
- l'exemple de grands frères ou amis ayant fait l'expérience de la rue ou d'un petit travail rémunérateur dévalorisant ainsi le rôle de l'école aux yeux du petit frère.

Ces situations sont souvent en corrélation les unes avec les autres et c'est cette imbrication des situations qui est à l'origine du départ de l'enfant dans la rue.

2- 1.2 Les causes immédiates

***Le « confiage » des enfants**

Un facteur explicatif est l'envoi d'un enfant en ville chez des parents éloignés pour poursuivre la scolarité ou bénéficier d'un apprentissage. Parfois cet enfant devra travailler durement dans la famille d'accueil afin de justifier son entretien.

Il arrive, qu'en cas d'échec scolaire, l'enfant refuse de repartir au village, d'autant qu'il a connu un mode de vie jugé plus attrayant et préfère tenter sa chance en ville.

***L'école coranique**

L'école coranique apparaît comme un facteur favorisant la présence des enfants dans la rue puisque 44,04% des enfants en sont issus.

Selon El Hadj Toumani Triandé, ancien président de la communauté musulmane du Burkina, «l'islam n'a jamais encouragé la mendicité et l'oisiveté, mais prône au contraire le travail». En pratique, il existe cependant des maîtres coraniques sans activités rémunératrices.

leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs élèves, qui exploitent les effets pervers de la mendicité. Ce qui amène ces élèves à mendier, voire chaparder pour manger. Le comble est que certains maîtres imposent aux enfants de mendier et de leur rapporter l'argent qu'ils utiliseront à leur seul profit.

Brimés, frustrés et habitués à la vie dans la rue, les enfants abandonnent leur maître, se livrent à leur propre activité et bien souvent n'osent pas rentrer en famille, n'étant pas sûrs que leur cause sera entendue.

***Les mauvais traitements.**

Au sein de certaines familles, des enfants sont victimes de mauvais traitements (physique et psychologique) de la part de leurs parents qui pensent que la meilleure façon de punir un enfant est de le violenter. Pour échapper à de tels comportements, certains enfants préfèrent se soustraire de l'autorité parentale pour se réfugier dans la rue.

L'exploitation domestique de l'enfant et les mauvais traitements qui sont souvent le fait de la marâtre, du nouveau mari ou du tuteur sont également des motifs de départ de l'enfant de la famille.

Très souvent aussi, les orphelins sont victimes de ces traitements.

***Troubles relationnels (Crises)**

Les conflits familiaux éloignent petit à petit l'enfant de ses parents qui ne sont pas souvent ensemble.

Ainsi ne sachant pas exactement à qui des deux se confier, avec qui échanger sans être incompris, l'enfant est désespéré et obligé de trouver un autre cadre où il peut dialoguer. Cela l'amène à rompre progressivement avec le milieu familial et à mener des relations avec d'autres personnes en proie aux mêmes types de difficultés relationnelles en vue du réinvestissement affectif qui a fait défaut.

***Les conséquences directes liées aux IST/VIH-SIDA**

En 1999, l'ONUSIDA estimait à 320.000 le nombre d'orphelins du Burkina Faso dû aux IST/VIH-SIDA en vie et ayant moins de 15 ans. Une étude de la Banque Mondiale laisse apparaître que près de 40% des ménages dans 10 provinces prennent en charge des orphelins sur le plan de la santé, de l'alimentation et de l'habillement. Ces orphelins sont confrontés à des problèmes qui s'expriment en terme :

- d'exclusion sociale, de stigmatisation et de discrimination ;
- de besoins psychologiques et affectifs ;
- de besoins en matière de soins de santé et de meilleure alimentation ;
- de besoins d'éducation et de socialisation ;
- de besoins économiques entraînant une forte sollicitation de la famille traditionnelle.

La satisfaction de ces besoins qui constituent une charge inattendue pour les familles cumulée à la pauvreté et à l'effritement des systèmes traditionnels de solidarité entraînent l'abandon et le manque de soutien aux orphelins faisant ainsi du VIH/SIDA un facteur significatif dans l'expansion du phénomène enfant vivant dans la rue.

2-2. Les conséquences du phénomène.

Les conséquences du phénomène jeune de la rue sont d'une part l'insécurité et d'autre part l'exposition aux IST-VIH/SIDA.

L'insécurité s'observe de plusieurs manières :

- il y a l'insécurité telle qu'abordée par le deuxième forum élargi de l'AEMO en 1992 qui se situe à deux niveaux ;
- l'insécurité entre pairs de la rue;
- celle liée aux institutions auxquelles les jeunes sont confrontés principalement les forces de l'ordre.
- une troisième forme d'insécurité est celle que ressentent les populations face à ces jeunes qui se traduit par des agressions multiformes, corrélées par la recherche de moyens de survivance et la prise de stupéfiants. Ces agressions mineures au début peuvent évoluer vers le grand banditisme.

En rappel, la population carcérale des mineurs détenues entre 1990 et 1994 est de mille huit cent cinquante un (1851) (DAPRS - Justice). Pour l'an 2000 sur 297 mineurs entrés, soit 5,42% de la population carcérale, 33 (4,20%) ont été inculpés et 118 (4,55%) ont été condamnés.

Avec pour seule demeure la rue, et sans encadrement familial et institutionnel, avec peu ou pas d'informations, les jeunes vivant dans la rue constituent un groupe vulnérable et une cible sensible et privilégiée des IST, VIH/SIDA. Sans aide, cette jeunesse ne pourra répondre aux espoirs placés en elle, et donc sera incapable de prendre la relève pour le développement du pays alors qu'elle constitue un capital important.

2-3. Les actions initiées en leur faveur

Au Burkina Faso, la prise en charge actuelle des enfants en difficulté se traduit par la mise en place tant par l'Etat que les ONG et Associations, d'institutions ou de structures dites fermées, ouvertes ou semi-ouvertes. Parallèlement les autorités du pays ont adopté des textes législatifs et réglementaires pour les protéger.

*Les textes législatifs et réglementaires

D'une manière générale, il faut souligner que les autorités burkinabé ont engagé plusieurs actions dans le cadre de la protection et de la promotion des droits de l'enfant. Elles se sont engagées à respecter les grands principes internationaux contenus dans les différentes déclarations et également ratifié plusieurs conventions dont celle relative aux droits de l'enfant (CDE) en 1990. Tous les textes adoptés par le Burkina Faso après l'adoption de la CDE ont pris en compte les différents principes et droits qui y sont énoncés. Ainsi :

La constitution du 2 juin 1991 garantit les droits fondamentaux des individus y compris ceux de l'enfant. En ce qui concerne le cas spécifique de l'enfant, l'article 2 de la constitution interdit les mauvais traitements à l'enfant ;

Le code des personnes et de la famille, adopté en décembre 1989 et mis en application le 4 août 1990 pose comme principe l'égalité entre tous les enfants quelle que soit l'origine de leur naissance. Il prescrit la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les décisions le concernant. Il fait obligation aux parents d'entretenir, de soigner et d'éduquer leurs enfants et de répondre de leurs faits ; dans certaines circonstances, la déchéance parentale peut être prononcée contre le parent défaillant (art. 534 et suivants).

Le code du travail relu en 2004, fixe un âge minimum pour le travail, l'apprentissage des enfants à 14 ans (art. 87 CT, art.9 de l'arrêté 958 FPT /DGTLS du 7 octobre 1976 relatif au contrat d'apprentissage). Le même code interdit d'employer des enfants à des travaux qui sont nuisibles à leur santé physique ou morale (arrêté 539 ITCS-MV du 29 juillet 1954 relatif au travail des enfants repris par le CIJ) ;

En ce qui concerne spécifiquement les enfants de la rue, dès 1961, la loi n°19/61 AN relatif à l'enfance délinquante ou en danger a été promulguée. Cette loi a été complétée par celle n°11/64/AN portant réglementation de la circulation des mineurs, de leur fréquentation dans les débits de boissons, bars-dancing, salles de cinéma et de spectacles.

*Les actions conduites par les services publics

Outre les mesures législatives et réglementaires initiées par l'Etat, certains services publics conduisent des actions de sensibilisation du public et d'encadrement des enfants. C'est le cas du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MASSN) qui a à charge le groupe cible. Sa

Direction en charge de la Protection de l'Enfant et de l'Adolescent (DPEA) organise la conception et la coordination des actions en faveur des ECPD. Cette structure est relayée par les directions régionales et provinciales qui mènent des activités de sensibilisation du public et d'encadrement des ECPD.

A celles-ci, il faut ajouter :

- La Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara (MEADO) créée en 1956 et mise sous tutelle étatique en 1959.
- Le Centre d'Education Spécialisée et de Formation de Gampèla (CESF /Gampèla) créé en 1984.

Ces centres d'accueils ont été les premières structures publiques créées pour répondre à la problématique jeunes en difficulté. Ils ont pour mission la protection, l'éducation et la rééducation, la formation scolaire et professionnelle, la prévention de la déviance, l'apprentissage du processus de réinsertion sociale et professionnelle des jeunes.

- En 1987, dans une tentative d'application de la loi n°1961 AN relative à l'enfance délinquante ou en danger, complétée par celle n°11/64 AN portant réglementation de la circulation des mineurs, de leur fréquentation dans les débits de boissons, bars dancing, salles de cinémas et de spectacles, une déclaration fut faite par le Gouvernement. Elle interpellait les populations pour leur implication à la lutte contre le phénomène jeunes vivant dans la rue.
- L'action majeure, en sus de ces centres d'accueil est la stratégie Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO). Elle consiste à aller vers les jeunes dans leur milieu : famille, rue, atelier, pour établir le dialogue, et obtenir leur confiance afin de les aider à trouver des solutions à leur problème. Trois principes fondamentaux soutiennent l'AEMO :
 - la présence effective et habituelle de l'éducateur dans la rue;
 - l'adhésion volontaire de l'enfant ou du jeune aux propositions qui lui sont faites par l'équipe ;
 - son implication dans son projet de vie c'est-à-dire la prise en compte de ses aspirations et de sa capacité d'organisation.

L'AEMO a donc été envisagée comme solution alternative et complémentaire au phénomène jeunes vivant dans la rue. Cette stratégie est née des constats suivants :

- la difficulté des centres d'éducation et de formation d'accueillir tous les enfants et jeunes vivant dans la rue,
- la nécessité d'impliquer et non d'assister les enfants et jeunes vivant dans la rue dans le processus de leur prise en charge.

- L'accroissement du phénomène enfants et jeunes vivant dans la rue.

Le projet couvrait Ouagadougou et a démarré en 1991 grâce à l'action conjuguée du gouvernement et de ses partenaires : UNICEF, Aide à l'Enfance Canada, Oxfam Québec, Enfant du Monde Suisse. Après la mise en œuvre de ce projet expérimental, des activités AEMO ont été mises en place dans quatre autres (04) villes du Burkina Faso qui sont Koupèla, Koudougou, Ouahigouya, et Bobo-Dioulasso.

***Les actions menées par les associations et ONG œuvrant pour les ECPD**

Selon l'annuaire des associations et structures œuvrant pour les ECPD produit par Médecins Sans Frontières Luxembourg en Janvier 2000, il existe dans la ville de Ouagadougou cinquante deux (52) associations et structures intervenant dans ce domaine. Parmi celles-ci, treize (13) sont effectivement actives sur le terrain.

La prestation de ces structures sont soit des activités d'offre de service, soit des activités d'encadrement/ accompagnement : hébergement, habillement, scolarisation, prise en charge médicale, sociale et psychologique, formation, rétablissement des liens familiaux (médiation) et retours en famille etc.

Elles mènent également des activités de sensibilisation.

Une autre action des structures et ONG est la création de cadre de concertation. C'est ainsi que l'UNICEF dans une volonté renouvelée d'appuyer l'action de l'AEMO et les structures œuvrant en faveur des jeunes vivant dans la rue, en collaboration avec le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille a initié du 03 au 05 décembre 1997 des journées de réflexions sur la problématique des enfants en circonstances particulièrement difficiles (ECPD). Les objectifs visés étaient de :

- contribuer à une meilleure connaissance des ECPD ;
- contribuer à une meilleure connaissance des intervenants en matière d'ECPD ;
- identifier les facteurs de blocage ;
- contribuer au renforcement d'un cadre de partenariat et de concertation entre les intervenants ;
- proposer des éléments de stratégies pour l'élaboration d'un plan d'action concerté pour 1998.

Au terme des réflexions, les structures intervenant sont parvenues à :

- une meilleure connaissance des ECPD et de leurs besoins ;
- une meilleure connaissance des domaines d'intervention des structures publiques et privées ;
- l'identification des facteurs de blocage des interventions qui se situe à trois (3) niveaux :
 - . la couverture des prestations de terrain ;
 - . le cadre institutionnel ;
 - . le cadre opérationnel.

La rencontre a par ailleurs relevé, l'importance de l'implication des jeunes dans les travaux de réflexion, et la nécessité d'actions concertées qui doit se traduire par la définition :

- . des rôles et fonctions des intervenants ;
- . les interfaces.

Cette action concertée suggère également pour être efficace, la mise en place d'un organe consultatif et l'élaboration d'un plan d'action.

Ces journées de réflexion ont également recommandé la mise en place de groupes thématiques qui ont effectivement réfléchi et proposé des actions à entreprendre qui sont entre autres :

- Renforcer de façon générale l'encadrement des enfants et jeunes dans les structures œuvrant en faveur des ECPD ;
- Trouver un créneau d'écoulement des produits fabriqués par les ECPD ;
- Tenir un fichier de tous les ECPD en formation ;
- Donner une formation en travail social aux acteurs de terrains.

Les résultats des réflexions ainsi que des travaux des groupes thématiques ont été pris en compte dans le présent programme et ont été renforcés par l'évaluation du projet AEMO 2000 dont les recommandations sont relatives à :

- la mise en œuvre de la stratégie AEMO ;
- au cadre institutionnel ;
- aux missions de l'équipe AEMO ;
- au renforcement des compétences ;
- aux sites d'hébergement provisoire ;
- aux structures de désintoxication ;

- au renforcement de la protection juridique ;
- à la prise en compte des filles en danger moral ;
- au volet prévention ;
- aux ressources financières ;
- la cellule de coordination.

2- 4. Forces et faiblesses

*Les forces

L'une des forces la plus importante est la prise de conscience des autorités et du monde associatif de l'existence du phénomène et de son ampleur, toutes proportions gardées. Cela se traduit déjà sur le terrain par la mise en œuvre conjointe d'actions concertées pour la prise en charge des enfants en difficulté.

Par ailleurs, l'intérêt accordé à ce fléau se mesure également à travers l'émergence des associations et des ONG œuvrant en faveur de ces catégories d'enfants, qui ont pour la plupart un engagement et une expérience à prendre en compte par l'Etat dans sa politique.

Enfin, il faut souligner l'existence d'une grande expérience dans l'encadrement des enfants vivant dans la rue tant chez les intervenants du secteur privé que chez ceux du secteur public.

*Les faiblesses

Si d'importants efforts sont déployés aussi bien par le secteur public que le secteur privé, il n'en demeure pas moins de relever quelques faiblesses. En effet, l'analyse diachronique et synchronique de celles-ci montre qu'elle comporte des insuffisances et lacunes d'ordre matériel, organisationnel et technique.

- difficultés matérielles : manque de locaux appropriés surtout au niveau des associations qui font la prise en charge institutionnelle ;
- les multiples initiatives qui se développent sur le terrain souffrent de la rareté de points de références méthodologiques. En effet, les expériences ne sont pas capitalisées pour servir de base d'inspiration pour les interventions ultérieures;
- on observe une absence de pluridisciplinarité dans la prise en charge, d'où des résultats très souvent en deçà des attentes ;
- il existe une certaine propension à la multiplication des actions sans toujours s'assurer qu'elles ne font pas double emploi. Cet éparpillement ne favorise pas parfois la complémentarité des structures.

La fonction institutionnelle de coordination n'est pas toujours assumée. Cela est essentiellement dû à l'inexistence de textes réglementant l'ouverture et la fermeture des structures œuvrant dans le domaine des ECPD ainsi que d'un cahier de charges. D'où une certaine anarchie dans les interventions. Cette insuffisance est également à l'origine du manque de contrôle et de suivi des structures qui œuvrent sur le terrain ;

- compte tenu du manque de compétences techniques au départ de certains intervenants du secteur privé, certaines actions manquent de professionnalisme, ce qui limite l'efficacité des résultats.

2- 5. Nécessité d'un programme National

Le phénomène enfants et jeunes vivant dans la rue revêt un caractère mondial. Selon l'UNESCO dans son programme d'éducation des enfants en situation difficile, au moins 140 millions d'enfants à travers le monde vivent dans la rue. Ce chiffre dénote de l'ampleur du phénomène. A ce titre, le Burkina n'est pas en reste. En effet, des milliers d'enfants et jeunes se retrouvent dans les rues des grandes villes du Burkina Faso.

De Ouagadougou à Bobo-Dioulasso au départ, le phénomène jeunes vivant dans la rue s'est étendu à toutes les communes. Le résultat de l'enquête de mai 2002 sur les enfants vivant dans la rue (réalisée par le MASSN avec l'appui de l'UNICEF et les associations dans les 49 communes du Burkina Faso) a mis en évidence l'ampleur du phénomène avec deux mille cent quarante six (2146) enfants et jeunes identifiés dont cinq cent vingt cinq (525) pour la seule ville de Ouagadougou contre quatre vingt et un (81) en 1990. Mille cent cinquante un (1151) de ces jeunes ont des parents qui vivent ensemble, et neuf cent quarante cinq (945) soit 44,04% ont fait l'école coranique.

Jusque là masculin, le phénomène touche également les filles même si leur proportion est moindre : cinquante six (56), soit 2,61% contre celui des garçons deux mille quatre vingt dix, (2090); soit 97,39%. Mille trois cent quarante sept (1347) soit 62,77% de ces jeunes ont entre 13 et 18 ans.

Un autre fait notoire est la tendance à l'enracinement avec des durées de vie dans la rue excédant dix (10) ans, et la présence de plus en plus de famille dans la rue, dont trois (03) ont été recensées au cours de cette enquête.

Ces chiffres interpellent à quatre (04) niveaux :

- les causes du phénomène,
- les conséquences du phénomène,
- les forces et faiblesses des actions menées
- et enfin les actions à mener.

Pour un pays dont la population est à majorité jeune le gouvernement est plus que jamais interpellé. C'est conscient de cela, qu'il a toujours entrepris des actions en faveur de ce groupe, en collaboration avec ses partenaires. Aussi, face à l'expansion du phénomène, ses nombreuses conséquences, au regard des leçons et enseignements tirés en sus des forces et faiblesses des actions entreprises, et vus les conclusions des journées thématiques renforcées par les résultats de l'évaluation 2000, une action large et concertée s'impose plus que jamais. Le programme se veut la concrétisation de cette synergie d'action dans l'encadrement des enfants et des jeunes en difficulté. C'est un cadre de référence en vue d'optimiser les interventions.

De ce fait, une mobilisation de tous les acteurs s'avère donc nécessaire pour l'atteinte des objectifs qui y sont fixés.

III- CARACTERISTIQUES DES ECPD

1 - Leur âge et sexe

Tableau n° I : Répartition des enfants selon l'âge et le sexe

Sexes Tranches d'âges	Masculin		Féminin	
	Effectif n°	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %
0-6 ans	7	0,33	2	3,57
7-12 ans	503	24,07	14	25
13-18 ans	1314	62,87	33	58,93
Plus de 18 ans	241	11,53	6	10,71
Non connu	25	1,20	1	1,79
Total	2090	100	56	100

*Source : enquête sur enfants et jeunes vivant dans la rue Mai 2002/DPEA/MASSN.

Agés de 7 à 21 ans, ils sont en majorité de nationalité burkinabé (plus de 98%).

Notons que pour l'essentiel 62,77% de ces enfants ont entre 13 - 18ans et 24,14% ont entre 7 et 12 ans.

Bien que la proportion des filles soit faible (2,61% des enfants et jeunes vivant dans la rue) on remarque cependant que plus de la moitié de cette population a entre 13 et 18 ans soit 58,93%. La proportion des filles dont l'âge varie entre 7 et 12 ans n'est pas également des moindres (25%).

Un fait important à relever est le pourcentage des plus de 18 ans (11,53%) qui exprime la tendance à l'enracinement. Ces derniers constituent également des sources d'influences des plus jeunes qui sont pour la plupart sous leur protection.

2 - Leur situation familiale

Contrairement à l'idée, très répandue du stéréotype qui veut que tous les enfants et jeunes vivant dans la rue soient des orphelins ou issus des parents divorcés, l'enquête déjà citée indique que seulement 1/3 est dans cette situation soit respectivement 16,03% d'enfants orphelins de père ; 9,18% d'enfants orphelins de mère et 8,95% d'enfants orphelins complet.

Par contre plus de la moitié soit 53,63% de ces enfants sont issus de parents vivant ensemble. Ce qui interpelle à plusieurs niveaux à savoir la responsabilité parentale, les ressources familiales, l'état actuel de la solidarité familiale traditionnelle.

Pour ce qui est des parents séparés ou divorcés seulement 9,93% des enfants sont concernés.

En général la plupart des enquêtés gardent ou entretiennent des relations (physiques ou par personne interposée) avec leurs parents que ce soit à Ouagadougou ou au village.

Tableau n° II : Répartition des enfants selon leur situation familiale

Situation familiale	Effectif	Pourcentage %
Orphelins de père	344	16,03
Orphelins de mère	197	9,18
Orphelins complets	192	8,95
Parents vivant ensemble	1151	53,63
Parents séparés ou divorcés	213	9,93
Parents non connus	49	2,28
Total	2146	100

*Source : enquête sur enfants et jeunes vivant dans la rue Mai 2002/DPEA/MASSN.

3 - Leur origine géographique

Par rapport à l'origine géographique des enfants et jeunes vivant dans la rue à Ouagadougou, on constate que la majorité d'entre eux (7,74%) viennent de la province du Kadiogo, du Houet (7,36%) et des provinces du Sanmatenga (6,52%), du Yatenga (5,64%) et du Seno (4,29%). Les provinces du Centre Est tel que le Kouritenga (4,01%) et le Boulgou (3,08%) constituent également des zones de provenances en ECPD.

4 - Leur séjour dans la rue

La présence des enfants dans la rue varie de un (1) jour s'apparentant à une fugue ou à une arrivée récente ; à plus de dix (10) ans révélant une tendance à l'enracinement. A ce propos notons que trois (3) familles vivant dans la rue ont été recensées de même que deux (2) enfants de 3 (trois) ans nés dans la rue.

5 - Les lieux d'évolution

L'étude indique que la majorité évolue au centre ville préférentiellement aux alentours des marchés, les gares, aux abords des salles de cinéma, les abattoirs, les bars dancing et tous les autres centres d'activités et d'animation intense. Cependant, certains évoluent dans les quartiers périphériques où sont implantés des petits marchés, des gares secondaires et des petites salles de cinéma.

6 - Leur situation scolaire

Tableau n° III : Répartition des enfants selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Effectif	Pourcentage %
Jamais scolarisés	384	17,89
Déscolarisés	655	30,52
Ecoles coraniques	945	44,04
Alphabétisés	30	1,38
En cours de scolarisation	66	3,08
Non connu	66	3,08
Total	2146	100

*Source : enquête sur enfants et jeunes vivant dans la rue Mai 2002/DPEA/MASSN.

Tableau n° IV : Répartition des enfants selon le niveau de déscolarisation

Niveaux de déscolarisation	Effectif	Pourcentage
Cours Primaire 1 ^{ère} et 2 ^{ème} années (CP)	118	18,02
Cours Elémentaire 1 ^{ère} et 2 ^{ème} année (CE)	228	34,81
Cours Moyen 1 ^{ère} et 2 ^{ème} année (CM)	214	32,67
Première moitié du 1 ^{er} cycle (6 ^{ème} -5 ^{ème})	45	6,87
Seconde moitié du 1 ^{er} cycle (4 ^{ème} -3 ^{ème})	8	1,22
Première	1	0,15
Non connu	41	6,26
Total	655	100

*Source : enquête sur enfants et jeunes vivant dans la rue Mai 2002/DPEA/MASSN

Les résultats de l'enquête montrent que près de la moitié des enfants et jeunes vivant dans la rue sont issus des écoles coraniques (945) soit 44,04 %. On constate également un fort taux d'enfants déscolarisés 30,52 % avec cependant un faible niveau de scolarisation acquise qui est de 34,81 % dans les classes du CE; 32,67 % dans les classes du CM; et 18,02% dans les classes du CP. On note néanmoins un faible taux d'enfants alphabétisés (1,39 %) et ceux en cours de scolarisation (3,08 %).

Tableau n° V : Répartition des enfants selon l'activité menée

--	--	--

Activités	Effectif	Pourcentage %
Mendicité	934	43,52
Sans activités	310	14,54
Charretier	175	8,15
Petit commerce	171	7,97
Autres petits métiers	153	7,13
Apprenti	117	5,45
Docker	68	3,17
Racketage	51	2,38
Activités multiples	51	2,38
Porteurs	50	2,33
Cireurs	28	1,30
Domestiques	14	0,65
Prostitution	12	0,56
Parkeur	11	0,51
Elèves	1	0,05
TOTAL	2146	100

*Source : enquête sur enfants et jeunes vivant dans la rue Mai 2002/DPEA/MASSN

Les enfants et jeunes vivant dans la rue exercent une gamme variée d'activités dites de la rue (vendeurs ambulants, cireurs, charretiers, mendiants ...) qui relèvent du secteur informel. L'exercice de ces activités n'exige aucune qualification particulière, ni un investissement de grande importance. Il s'agit d'activités simples qui peuvent s'exercer seul ou presque, sans une répartition des tâches.

D'une manière générale, les enfants vivant dans la rue sont dans une proportion large des mendiants (58,06%). Cette proportion est d'autant plus générale que sur les 2146 enfants enquêtés, 934 sont des mendiants soit 43,52%. En outre 14,54% sont sans activité et plus d'un quart de ces enfants sont soit des charretiers (8,15%), soit pratiquant le petit commerce (7,97%) ou d'autres petits métiers (7,13%).

Notons également que sur les 56 filles qui représentent 2,61% d'enfants vivant dans la rue, le quart soit 12 filles pratiquent la prostitution. Les autres font du petit commerce, et une est domestique.

La majorité des enfants et jeunes vivant dans la rue soit 83,5%, n'ont pas appris de métiers. Ceux qui en ont eu l'occasion n'ont reçu aucune formation garantissant un avenir d'adulte.

IV LES BENEFICIAIRES DU PROGRAMME

Le programme couvre tout le territoire national et principalement toutes les grandes villes où le phénomène est visible. Il prend en compte des bénéficiaires directs (plusieurs sous-groupes d'enfants) et des bénéficiaires indirects.

1 - Evolution des concepts

Le forum de Grand-Bassam a consacré la terminologie enfants de la rue aux enfants qui mènent des activités de survivance dans la rue et y dorment. Du fait de son caractère stigmatisant aux yeux des enfants tout d'abord puis à ceux de la communauté internationale, cette terminologie a évolué vers d'autres appellations telles que : les enfants en circonstances particulièrement difficile ECPD, les enfants en rupture familiale, les enfants ayant besoin de mesures spéciales de protection, et enfin les enfants vivant dans la rue.

Outre la terminologie enfants en rupture familiale et celle d'enfants vivants dans la rue, les autres concepts renvoient également à d'autres types de problématiques d'enfants.

L'usage du terme ECPD renvoie bien donc ici à notre public cible : les enfants vivant dans la rue, mais aussi à tous les bénéficiaires du programme.

2-Les Bénéficiaires directs

Pour cibler la problématique de l'enfance en difficulté d'amont en aval trois catégories d'enfants sont pris en compte:

- les enfants et jeunes vulnérables;
- les enfants et jeunes vivant dans la rue;
- les enfants et jeunes issus des institutions de prise en charge des enfants y compris ceux du milieu carcéral.

Chacune de ces catégories s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'intervention spécifique, qu'elle soit préventive, curative ou post-curative.

2-1- Les enfants et jeunes vulnérables, et particulièrement les enfants et jeunes vivant et/ou travaillant en partie dans la rue mais n'y dormant pas.

***Les enfants et jeunes désœuvrés ou déscolarisés**

Les conflits familiaux, le statut de l'enfant au sein de sa famille, les difficultés économiques vécues par les familles sont autant de facteurs susceptibles de fragiliser l'équilibre familial et d'exposer l'enfant aux situations suivantes : déscolarisation ; oisiveté ; exode rural, etc...

***Les enfants et jeunes déviants**

Ce sous-groupe du fait de son incapacité ou de sa difficulté à intérioriser les valeurs et normes sociales vit en marge de la société. Ce qui se traduit par des perturbations de liens familiaux se manifestant par des fugues et vagabondages. Le présent programme s'intéressera à eux par une action préventive et /ou curative.

***Les enfants travailleurs**

Bon nombre d'enfants et jeunes vivant dans la rue sont des enfants précocement mis au travail dans des conditions très difficiles. En 1991, l'enquête démographique et de santé (EDS) a dénombré 21.767 enfants de 10 à 14 ans actifs dans les zones urbaines du Burkina Faso.

Victimes d'exploitation économique, de mauvais traitements, d'une surcharge de travail, ne bénéficiant pas d'un encadrement et d'une éducation adéquate, certains de ces enfants, soit parce qu'ils se révoltent, soit parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative, se retrouvent dans la rue.

***Les enfants mendiants**

Les résultats de l'évaluation du programme AEMO renforcés par l'enquête sur les enfants et jeunes vivant dans la rue montrent que des nouveaux arrivés dans la rue sur la période 1998-2000, plus de 40% de ces enfants sont issus de l'école coranique.

A cette première catégorie vient s'ajouter celle des enfants mendiants «guides d'aveugles ou d'adultes handicapés» et ceux mendiant avec leur famille dans les rues ou aux abords des mosquées.

Malgré l'existence d'une loi interdisant la mendicité des enfants, le phénomène prend de l'ampleur et apparaît comme une voie privilégiée de familiarisation des enfants avec le milieu de la rue. Privés d'un encadrement et d'une éducation adéquate, ils adoptent des comportements déviants et hypothèquent ainsi leur avenir.

2-2- Les enfants et jeunes vivant dans la rue, ayant fait de la rue leur principal domicile et le lieu de leur survie, en situation de rupture plus ou moins prolongée avec leur famille.

A l'intérieur de ce groupe coexistent différents sous-groupes.

***Les jeunes enfants nouvellement arrivés dans la rue**

Les enfants nouvellement arrivés ont un séjour dans la rue inférieur à un an. Ils sont souvent jeunes (07-15 ans) et certains ont encore des attaches avec le milieu familial, même si ils vivent dans la rue. Cette catégorie d'enfants est particulièrement vulnérable dans la rue, surtout la nuit, où elle est exposée à toutes sortes de violences (rackets, vols, agressions sexuelles, etc.).

Il semble important de prendre en compte spécifiquement cette catégorie d'enfants afin d'écourter leur séjour dans la rue.

***Les enfants et adolescent(e)s ayant un séjour dans la rue supérieur à un an**

C'est une catégorie d'adolescents et d'adolescentes vivant dans la rue dont le séjour est supérieur à un an, qui a développé des stratégies de survie et adopté des comportements souvent incompatibles avec tout projet de réinsertion sociale ou de retour en famille à court terme : vol, racket, prostitution des filles, toxicomanie, référence identitaire à la rue.

Une autre caractéristique de ces adolescent(e)s est leur relative passage dans plusieurs structures d'encadrement favorisant chez ces jeunes le développement d'une mentalité «d'assistés» et rendant caduque leur participation et leur engagement réel à un projet de vie.

***Les jeunes de plus de 18 ans ayant un séjour prolongé dans la rue**

Cette catégorie concerne des jeunes qui ont quasiment grandi dans la rue et pour qui les multiples tentatives d'accompagnement n'ont

pas abouti. Effectivement, l'encadrement prolongé des enfants en milieu ouvert, et notamment celui de la rue, a eu pour effet pervers d'enraciner certains enfants dans ce milieu pathogène.

Ils présentent les caractéristiques suivantes :

Délits majeurs (vente de drogue, vol avec arme blanche, proxénétisme, prostitution, racket, etc.) ;

- forte toxico-dépendance ;
- forte référence identitaire à la rue ;
- rupture prolongée des liens avec leur famille ;
- nombreux passages en milieu institutionnel, y compris le milieu carcéral.

2-3- Les enfants et jeunes issus des institutions de formation, y compris l'institution carcérale.

L'après centre constitue un réel problème pour les enfants et jeunes issus des institutions d'accueil. Le programme s'intéressera à cette catégorie de jeunes surtout dans son volet suivi, accompagnement, appui à l'installation et au placement.

3-Les Bénéficiaires indirects

Ce sont :

- les familles des enfants particulièrement vulnérables ;
- les communautés urbaines et semi-urbaines où évoluent les enfants ;
- les leaders d'opinions et les autorités locales ;
- les institutions publiques et privées d'accueil, de formation et de rééducation ;
- les ONG et associations de protection de l'enfance ;
- les structures centrales et décentralisées de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.

L'appui aux bénéficiaires indirects prendra la forme de sessions de formations, de campagnes d'information et de sensibilisation, d'un renforcement des capacités organisationnelles et d'intervention, d'un appui financier et matériel

V- BUT ET OBJECTIFS

1. But

Le programme vise à réduire le phénomène de la déviance et de la délinquance juvénile par une prise en charge effective des enfants et jeunes en difficulté.

2. Objectifs

2.1- Objectifs généraux

***Objectif général lié à la prévention**

Prévenir tous risques de marginalisation et d'exclusion des enfants et jeunes.

***Objectif général lié au traitement et à la réhabilitation**

Créer les conditions adéquates pour une prise en charge effective des enfants et jeunes vivant dans la rue.

2. 2- Objectifs spécifiques

2. 2- 1 Objectifs spécifiques liés à la prévention.

- Amener 75% des familles à risques déjà identifiés par le programme à assumer leur responsabilité parentale ;
- Sensibiliser l'opinion publique et les communautés de base sur la situation des enfants et jeunes en difficulté et sur leur rôle dans la prévention du phénomène ;
- Promouvoir la participation des enfants à toutes les débats et décisions les concernant;
- Plaider pour l'adoption, la vulgarisation et l'application effective des textes législatifs et réglementaires en matière de protection de l'enfance;
- Renforcer les capacités d'intervention des structures publiques et privées d'appui aux groupes d'enfants particulièrement vulnérables ;
- Plaider pour la mise en œuvre d'activités de promotion socio-économique dans les régions, auprès des communautés à risque.

2. 2- 2 Objectifs spécifiques liés au traitement

- Renforcer les capacités du MASSN ;
- Créer les conditions pour une collaboration effective entre les différents acteurs ;
- Renforcer les capacités d'intervention des structures relais d'accueil et d'encadrement pour faciliter l'auto emploi et la réinsertion socioprofessionnelle des enfants;
- Impliquer les familles et les communautés dans le processus de réinsertion socio-économique des enfants et jeunes vivant dans la rue ;
- Eviter l'enracinement dans la rue des enfants et jeunes nouvellement arrivés;
- Assurer une prise en charge adéquate (médico-socio-psychologique et psychiatrique) d'au moins 80% des enfants et jeunes toxico-dépendants.
- Assurer une prise en charge psychosociale des enfants et jeunes présentant des troubles graves du comportement ou des handicaps divers;
- Assurer un encadrement socio-éducatif d'au moins 80% des enfants et jeunes identifiés vivant dans la rue ;

2-2-3- Objectifs spécifiques liés à la post-cure et à la réhabilitation

- Assurer l'accompagnement, la réhabilitation, et l'intégration socio-économique d'au moins 80% des enfants retirés de la rue, sortis des centres d'accueil et d'encadrement y compris le milieu carcéral.
- Assurer le suivi de l'évolution générale du phénomène.

VI- STRATEGIES DU PROGRAMME

1-La prévention afin de diminuer l'input, c'est-à-dire l'arrivée de nouveaux enfants dans la rue.

Dans le cadre du projet AEMO tel qu'il a été exécuté ces dix dernières années, l'exécution du volet prévention a été insuffisant.

Or, l'analyse du phénomène démontre que dans la majorité des cas, le statut d'enfants vivant dans la rue est le résultat d'un processus de marginalisation, plus ou moins long, lié à des contraintes vécues par les enfants et/ou leur famille, qu'elles soient sociales, économiques ou psychologiques. Ce constat nous amène à identifier les situations qui rendent les enfants et leurs familles particulièrement vulnérables en vue de prendre des mesures préventives adaptées.

La mise en œuvre du volet préventif devrait passer par les axes d'intervention suivants :

1. L'information et la sensibilisation des populations (enfants, parents, employeurs, maîtres coraniques, etc.).
2. La mise en place de mesures de soutien en faveur des groupes à risque, avec leur participation (aspect économique, juridique, social) ;
3. Le renforcement du programme de fixation des jeunes dans leur terroir par la mise en œuvre d'activités de promotion socio-économique ;
4. Le plaidoyer en faveur de l'application des textes juridiques relatifs à la protection de l'enfance en danger. ;
- 5 . Le renforcement du cadre institutionnel à travers une implication continue et une collaboration permanente entre les services sociaux déconcentrés et les associations/ONG œuvrant en faveur des enfants en difficulté.

2 . Le curatif afin d'augmenter l'output, c'est-à-dire la sortie des enfants de la rue.

L'évaluation du projet AEMO a mis en avant, dans l'identification des insuffisances, la prise en charge indifférenciée du groupe des enfants vivant dans la rue.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite donc au préalable de différencier les enfants vivant dans la rue à partir de certains indicateurs révélant principalement leur degré d'enracinement dans la rue.

Ces indicateurs sont les suivants :

- Leur âge;
- Leur sexe;
- Leur situation familiale;
- Le nombre d'années passées dans la rue;
- La nature des liens avec la famille;
- Le degré d'institutionnalisation, y compris l'institution carcérale;
- Leur dépendance ou non à la drogue;
- L'adoption de comportements déviants (proxénétisme, prostitution, vol.);
- La nature des activités de survie (mendicité, vol, racket, etc.);
- L'attachement à un groupe, une bande.

La corrélation de ces facteurs, mais particulièrement ceux de l'âge corrélié au nombre d'années passées dans la rue, devrait permettre d'identifier des profils d'enfants vivant dans la rue et dont l'encadrement devrait répondre à des objectifs et des stratégies spécifiques.

La mise en œuvre du volet curatif devrait passer par les axes d'intervention suivants, en fonction des catégories d'enfants répertoriés :

1. La protection des enfants, les plus vulnérables face aux dangers de la rue la nuit ;
 2. Le retrait des enfants nouvellement arrivés dans la rue dans des délais très courts (retour rapide en famille ou placement dans des structures d'accueil provisoires) ;
 3. La restauration de la personnalité des jeunes «enracinés » dans la rue comme préalable à leur insertion socio-économique, y compris à travers un traitement curatif des enfants et jeunes toxicomanes ;
 4. La création de conditions favorables à leur insertion professionnelle ;
 5. L'adaptation du cadre institutionnel à la dimension nationale du programme.
- 3- Le suivi des enfants et jeunes sortis de la rue afin de consolider les acquis et éviter le retour dans la rue.

L'aspect du suivi des enfants et jeunes placés en apprentissage, installés dans une activité économique et/ou retournés en famille est également une insuffisance du projet AEMO tel qu'il a été exécuté ces dernières années.

Cet état de fait a généré beaucoup de retours dans la rue qui compromettent encore plus les possibilités de réinsertion de l'enfant.

Le suivi des enfants doit donc être envisagé par les intervenants comme une activité à part entière dans le processus de réinsertion des enfants et jeunes.

Le fait de sortir un enfant de la rue n'est pas une finalité mais une étape dans le processus de sa réinsertion.

La mise en œuvre du volet post-curatif devrait passer par les axes d'intervention suivants :

1. La mise en place de passerelles entre le milieu ouvert, le milieu fermé et le milieu carcéral ;
2. La mise en place de «cellules ECPD » dans les DPASSN pour assurer les activités de suivi des enfants rentrés en famille ou installés dans une activité économique ;
3. L'appui socio-économique et psychologique aux familles des enfants les plus démunies ;
4. Le développement d'activités de promotion de la jeunesse dans les zones rurales ;
5. La capitalisation de l'expérience et la coordination des activités de suivi de tous les acteurs par le niveau central.

VII- ACTIVITES

- Activités liées à la prévention

***Objectif spécifique 1** : Amener 75% des familles à risques déjà identifiées à assumer leur responsabilité parentale.

Activités

1. Organisation des campagnes de multimédia par :
 - Théâtre forum, caravanes.
 - Documentaires.
 - Spots radiophoniques.
 - Articles de presse.
 - Supports de sensibilisation appropriés etc.
 - Identification des zones et villages les plus touchés.
2. Organisation de causeries, de témoignages, d'histoire de vie.
3. Organisation de Visites à Domicile (VAD).
4. Organisation d'Activités d'Education à la Vie Familiale (EVF).
5. Accès aux micro-credits pour les familles les plus vulnérables.
6. Octroi de bourses scolaires aux enfants des familles démunies.

***Objectif spécifique 2** : Sensibiliser l'opinion publique et les communautés de base sur la situation des enfants et jeunes en difficulté et sur leur rôle dans la prévention du phénomène.

Activités :

1. Elaboration des supports de sensibilisation appropriés.
2. Organisation de campagnes de sensibilisation.
 - Théâtre forum.

- Documentaires.
- Spots radiophoniques.

- 3 - Traduction et diffusion de textes relatifs à la CDE, et au CPF, en langues locales.
- 4 - Réalisation d'une étude sur le phénomène.
- 5 - Création d'une banque de données sur le phénomène.
- 6 - Organisation de journées portes ouvertes sur le phénomène.
- 7 - Organisation de rencontres avec les autorités coutumières et religieuses.

Objectif spécifique 3 : Promouvoir la participation des enfants à tous les débats et décisions les concernant.

Activités :

- 1- Préparation des enfants en difficultés à s'exprimer sur les questions les concernant.
- 2- Sensibilisation des enfants sur l'importance de leur participation à toutes les questions les concernant.
- 3- Réalisation des activités de recherche-action participatives.
- 4- Implication des enfants dans l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités initiées en leur faveur.
- 5- Plaidoyer en faveur de la participation des enfants à la prise de décision les concernant.

*** Objectif spécifique 4 :** Plaider pour l'adoption, la vulgarisation et l'application effective des textes législatifs et réglementaires en matière de protection de l'enfance.

Activités :

- 1 - Rencontre avec les autorités judiciaires ;
- 2 - Recueil des textes de loi en matière de protection de l'enfance.
- 3 - Traduction des principaux textes (CDE, CADBE....) en langue nationale
- 4 - Diffusion des textes existants.
- 5 - Proposition des textes susceptibles d'améliorer les conditions de vie des enfants en difficultés.
- 6 - Accélération des travaux de construction de tribunaux pour enfants.
- 7 - Formation des juges pour enfants.
- 8 - Construction des cellules de garde à vue pour enfants dans les commissariats.
- 9 - Renforcement des capacités opérationnelles des forces de l'ordre pour réglementer la circulation des enfants à l'extérieur et à travers les frontières.
- 10 - Instauration des contrôles réguliers sur les lieux de travail des enfants dans les secteurs à risque.
- 11 - Plaidoyer en direction des forces de l'ordre, de l'Assemblée Nationale (AN) et du gouvernement.

***Objectif spécifique 5 :** Renforcer les capacités d'intervention des structures publiques et privées d'appui aux groupes d'enfants particulièrement vulnérables.

Activités :

- 1 - Appui technique et institutionnel aux structures :
 - . Formation.
 - . Appui logistique et matériel.
- 2 - Rencontre de concertation entre intervenants.
- 3 - Mise en place d'un cadre technique de concertation.

***Objectif spécifique 6 :** Plaider pour la mise en œuvre d'activités de promotion socio-économique dans les régions auprès des communautés à risques.

Activités :

- 1 - Identification des régions et communautés à risque.
- 2- Réalisation des analyses de situation dans les zones.
- 3- Organisation de rencontres avec les élus locaux, les leaders d'opinion, les décideurs gouvernementaux, les communautés.
- 4- Organisation de rencontres, tables rondes avec les institutions étatiques, le secteur privé, les partenaires au développement en vue

de la mobilisation de ressources pour le financement des projets AGR.

5 - Recherche d'une éducation de base adaptée à tous les enfants.

2 - Activités liées au traitement

***Objectif spécifique 1 :** Renforcer les capacités du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.

Activité :

- 1- Recrutement et formation de personnel qualifié et compétent pour la mise en œuvre du programme.
- 2- Dotation de la structure centrale de coordination de deux (2) véhicules.
- 3- Dotation des services communaux de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, les DPASSN de moto Yamaha V 80.
- 4- Dotation de la structure de coordination centrale en matériel et fournitures de bureau.
- 5- Maintenance du matériel.

Objectif spécifique 2 : Créer les conditions pour une collaboration effective entre les différents acteurs.

Activités :

- 1- Création d'un cadre de concertation entre les différents acteurs.
- 2- Elaboration et adoption de textes réglementaires.
- 3- Organisation de séminaires de formation et d'échanges à l'endroit de tous les acteurs.
- 4- Elaboration d'un cahier de charges à l'intention de tous les intervenants en faveur du public cible.
- 5- Création de structures de concertation provinciales, régionales des activités en faveur des ECPD.
- 6- Création d'un comité interministériel composé des Ministères concernés par la question des jeunes, les associations, ainsi que les enfants.
- 7- Collecte, traitement et diffusion de données sur les ECPD.

*** Objectif spécifique 3 :** Renforcer les capacités d'intervention des structures relais d'accueil et d'encadrement pour faciliter l'auto emploi et la réinsertion socioprofessionnelle des enfants.

Activités :

- 1- Organisation de séminaires de formation et de recyclage.
- 2- Organisation de journées thématiques.
- 3- Organisation de fora.
- 4- Création et/ou renforcement de bibliothèques pour les intervenants et le public cible.
- 5- Organisation de voyages d'échanges ou d'études auprès d'autres intervenants.
- 6- Appui technique, matériel et financier aux associations et autres structures œuvrant en faveur des ECPD.
- 7- Confection de badges pour tous les intervenants auprès des ECPD.

***Objectif spécifique 4 :** Impliquer les familles et les communautés dans le processus de réinsertion socio-économique des enfants et jeunes vivant dans la rue.

Activités

- 1- Organisation des campagnes de sensibilisation (causeries, ciné-débats, théâtres-fora...).
- 2- Organisation des visites à domicile et des causeries.

***Objectif spécifique 5 :** Eviter «l'enracinement» dans la rue des enfants et jeunes nouvellement arrivés.

Activités :

- 1- Création des centres d'accueil provisoire.
- 2- Organisation des retours en famille dans les plus brefs délais.
- 3- Création, mise à jour et fonctionnement d'un fichier sur les ECPD.
- 4- Création d'un service SOS doté de capacité d'intervention.

* **Objectif spécifique 6** : Assurer une prise en charge adéquate (médico-socio-psychologique et psychiatrique) d'au moins 80% des enfants et jeunes toxico-dépendants.

Activités :

- 1- Identification des enfants et jeunes toxico dépendants.
- 2- Prise en charge psychologique des toxico dépendants
- 3- Effectuer des suivis post- cure.
- 4- Effectuer des sorties de terrain, des visites dans les centres de prise en charge, des visites à domicile.
- 5- Elaboration des projets individuels.
- 6- Assurer la prise en charge médicale et psychiatrique.

* **Objectif spécifique 7** : Assurer une prise en charge psychosociale des enfants et jeunes présentant des troubles graves du comportement ou des handicaps divers.

Activités :

- 1- Identification des cas concernés.
- 2- Référence les enfants aux structures sanitaires spécialisées.
- 3- Examen des conditions de prise en charge des enfants.
- 4- Renforcement de la collaboration avec le ministère de la justice santé et associations.
- 5- Collaboration avec les services sociaux de la justice et de l'hôpital.
- 6- Suivre les enfants pendant et après leur garde à vue et leur incarcération.
- 7- Création et suivre les activités génératrices de revenus(AGR).
- 8- Examen psychologique des enfants et jeunes

* **Objectif spécifique 8** : Assurer un encadrement socio-éducatif d'au moins 80% des enfants et jeunes identifiés vivant dans la rue.

Activités :

- 1-Réalisation des sorties de terrain (suivi sur les sites).
- 2-Réalisation des enquêtes sociales.
- 3-Organisation des causeries, entretiens, animations, théâtres...
- 4-Organisation des camps et excursions.
- 5-Elaboration et suivi des projets individuels.

***Objectif spécifique 9** : Favoriser l'intégration socio-économique de 60% des enfants et jeunes identifiés vivant dans la rue.

Activités :

- 1- Identification et mise en place des réseaux d'artisans privés.
- 2- Etablissement des contacts avec le Ministère de l'Emploi, les ONG, le Bureau des artisans etc.
- 3- Installation individuelle ou collective des enfants et jeunes dans les AGR.
- 4- Placements professionnels ou en perfectionnement des enfants et jeunes.
- 5- Référence auprès des structures compétentes.
- 6- Mise en place de pools de pairs éducateurs.
- 7- Apport d'un appui aux familles (les plus démunies) et aux jeunes pour les activités génératrices de revenus.
- 8- Organisation des cours du soir (alphabétisation fonctionnelle).
- 9- Organisation de formations en gestion.

3 - Activités liées à la post-cure ou à la réhabilitation

* **Objectif spécifique 1** : Assurer l'accompagnement, la réhabilitation, et l'intégration socio-économique d'au moins 80% des enfants retirés de la rue, sortis des centres d'accueil et d'encadrement y compris le milieu carcéral

Activités :

- 1-Création des activités génératrices de revenus.
- 2-Suivi des enfants à l'école, dans les ateliers et dans les familles.
- 3-Assurer l'encadrement des enfants.
- 4- Apport d'un appui à l'installation.
- 5- Apport d'un appui socio-économique à l'enfant et à sa famille.
- 6-Mise en place d'un système de suivi (fiche de liaison...).

Objectif spécifique 2 : Assurer le suivi de l'évolution générale du phénomène

Activités :

- 1 - Réalisation des activités de recherches actions.
- 2 - Réalisation d'études sur le phénomène.
- 3 - Création d'une banque de données sur le phénomène.
- 4 - Collecte traitement et diffusion des données sur les ECPD.
- 5 - Organisation de voyages d'études.

VIII- LE CADRE INSTITUTIONNEL

Le programme national d'Action Educative en Milieu Ouvert sera mis en œuvre par plusieurs départements ministériels ainsi que les associations et ONG travaillant dans le domaine.

Le ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale est responsable de l'exécution du programme.

Pour son opérationnalisation, il sera mis en place des équipes techniques AEMO dans tous les services sociaux communaux et provinciaux du Burkina Faso.

Des cadres de concertation techniques seront institués au niveau national ,régional départemental et communal pour favoriser les échanges entre les différents partenaires ,renforcer la synergie des interventions, accroître l'efficacité des prestations en vue d'optimiser les résultats du programme .Ces cadres de concertation seront placés sous la présidence du Ministre chargé de l'action sociale au niveau national, du gouverneur au niveau régional , du haut commissaire au niveau provincial et du maire au niveau communal.. Le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale sera chargé d'assurer la coordination des actions des différents acteurs.

1- Les mécanismes de coordination

1. 1 Au niveau national

La mise en œuvre du programme sera coordonnée par le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MASSN) . A ce titre, il est chargé de :

- La coordination générale des activités du programme;
- L'appui technique aux ONG et associations dans la mise en œuvre des activités;
- Les études et statistiques relatives au groupe cible;
- La conception d'outils de suivi et d'évaluation et autres stratégies de lutte contre le fléau;
- Le suivi et l'évaluation du programme ;
- Le plaidoyer auprès des institutions et autres partenaires;
- La capitalisation des acquis dans le domaine ;
- L'implication des autres structures œuvrant dans le domaine des enfants et jeunes vivant dans la rue.

1. 2 - Au niveau régional

Les Directions Régionales de l'Action et de la Solidarité Nationale (DRASSN) sont chargées de :

- Assurer la coordination du programme au niveau de leur ressort territorial;
- Apporter un appui technique aux DPASSN, ONG, Associations;
- Centraliser et synthétiser les statistiques relatives au groupe cible;
- Assurer le suivi, la supervision et l'évaluation des activités du programme au niveau régional;
- Faire le plaidoyer auprès des institutions locales et autres partenaires locaux;
- Capitaliser les acquis dans la région en la matière;

- Elaborer les synthèses des rapports d'activités sur l'état d'exécution et d'avancement du programme au niveau régional.

1.3 Au niveau provincial

Les Directions Provinciales de l'action Sociale et de la solidarité Nationale (DPASSN) assureront la mise en œuvre, le suivi et la supervision du présent programme au niveau provincial. A ce titre, elles seront chargées de :

- Orienter les autres acteurs dans les actions et stratégies relatives à l'AEMO;
- Faciliter la mise en œuvre concrète des décisions prises;
- Organiser les rencontres périodiques avec les partenaires locaux ;
- Élaborer des rapports sur l'état d'avancement de l'exécution du programme au niveau provincial

1-4 Au niveau communal

Les services sociaux dans les communes sont chargées de :

- élaborer des plans d'action opérationnels,
- exécuter et suivre des plans d'action opérationnels,
- organiser des rencontres de concertation avec les partenaires,
- rédiger et transmettre des rapports.

IX- LES PARTENAIRES DU PROGRAMME

1- La Présidence du Faso

- le Conseiller Spécial du Chef de l'Etat pour les enfants.

2- Le Premier Ministère

- le département éducation et action sociale

3 - Les Ministères en charge de :

- L'Economie et du Développement ;
- Des Finances et du Budget ;
- La Santé ;
- La Sécurité ;
- La Justice;
- L'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
- L'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation ;
- L'Enseignement secondaire supérieur
- Des Sports et des Loisirs ;
- L'Information ;
- De la Promotion des Droits Humains ;
- Du Travail, de l'Emploi, et de la Jeunesse ;
- L'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques ;
- De l'environnement et du Cadre de vie ;
- De la Promotion de la Femme ;
- Du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat ;
- De la fonction publique et du développement institutionnel ;
- Des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale.

4- Les Structures décentralisées

- les collectivités locales

5- Les ONG – Institutions

- UNICEF.
- Plan Burkina
- AEC.
- Enfant Du Monde.
- Save the Children.

- IPEC.
- UNESCO.
- ATD QUART-MONDE
- Tissons.
- AXIO'S
- Etc...

6- Associations – Structures

- Associations de femmes.
- Associations religieuses.
- Associations de jeunesse.
- Structures et Associations ECPD.
- Institutions fermées.
- Structures carcérales.
- Institutions semi-fermées.
- Associations des anciens ECPD

X – RESULTATS ATTENDUS

-75% des familles à risque déjà identifiées par le programme bénéficient de :

- . séances d'éducation à la vie familiale ;
- . de VAD
- . de micro projets ;
- . de soutien à la scolarisation de leurs enfants.

- Les familles dans les zones à risque (zone de pauvreté) bénéficient d'appuis financiers pour les AGR, de séances de sensibilisation sur le phénomène ECPD et participent à des journées portes ouvertes.
- Les responsables religieux, coutumiers, les élus locaux, les leaders d'opinion, les décideurs gouvernementaux et les communautés sont impliquées dans la lutte contre le phénomène enfants en circonstance particulièrement difficile (ECPD) ;
- Les enfants concernés ont des espaces d'expression, d'écoute et de formation ;
- Un plaidoyer est fait pour l'adoption, la vulgarisation et l'application effective des textes législatifs et réglementaires en matière de protection de l'enfance ;
- Les capacités des structures d'appui aux groupes d'enfants particulièrement vulnérables sont renforcées ;
- Un cadre technique de concertation des intervenants est mis en place;
- Un plaidoyer est fait pour la mise en œuvre d'activités de promotion socio-économique dans les régions auprès des communautés à risque ;
- Les capacités du MASSN sont renforcées pour une meilleure prise en charge du public cible ;
- Un plaidoyer est fait pour la mise en place d'une éducation adaptée aux enfants et jeunes de la rue
- Une banque de données sur les ECPD ainsi qu'un système de suivi des enfants et jeunes encadrés sont disponibles.

XI– LE SUIVI ET L'EVALUATION

L'Administration du programme national AEMO sera assurée par le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale/ Direction Générale DGAS. Son exécution au niveau provincial va relever des directions provinciales, sous la supervision des directions régionales.

Au niveau central, le suivi et l'évaluation des activités du programme seront effectués par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) ainsi que la Direction de la Protection de l'Enfant et de l'Adolescent (DPEA) Cependant, les autres directions centrales seront beaucoup impliquées ainsi que les partenaires œuvrant en faveur du public cible du programme. La Direction de la Protection de l'Enfant et de l'Adolescent, maître d'œuvre du programme sera entre autres chargée de :

- la coordination générale des activités du programme ;
- les études et statistiques relatives au groupe cible ;
- l'appui technique dans la réalisation des activités ;
- la conception d'outils de suivi et d'évaluation et autres stratégies de lutte contre le fléau ;
- le plaidoyer auprès des institutions ;
- la capitalisation des acquis dans le domaine de la prévention, du traitement, du suivi post-cure.

Des évaluations seront effectuées à mi-parcours et en fin de programme. Celle à mi-parcours sera effectuée par une équipe mixte (interne et externe) et celle en fin de programme par des consultants externes au programme. Ces évaluations permettront d'une part de réajuster les activités, corriger les lacunes constatées et d'autre part, réorienter le programme ou décider de sa clôture.

XII – LES MOYENS ET RESSOURCES DU PROGRAMME

1 – Ressources humaines :

Le programme sera exécuté à partir des ressources humaines de plusieurs départements ministériels, ONG et Associations intervenants auprès des enfants en difficulté.

L'essentiel du personnel sera constitué par les travailleurs sociaux du MASSN. A cet effet, le renforcement des ressources humaines s'impose, et le redéploiement du personnel s'avère nécessaire. Par ailleurs, afin de faciliter une bonne mise en œuvre du programme, un gestionnaire et une secrétaire de direction devront être recrutés.

2 – Ressources matérielles

L'existence des structures provinciales constitue un atout non négligeable, de même que l'existence de sites d'hébergement provisoires à Ouaga (cf. Annexe II: critères, conditions d'accès, durée de séjour).

Cependant, au regard de l'insuffisance des centres existants l'appui institutionnel des provinces s'avère nécessaire comme gage de réussite du présent programme. Cet appui consistera en :

- la construction d'infrastructures (centres d'accueil provisoire, centre d'écoute conseil, locaux de services etc.),
- l'équipement en moyens de télécommunication (téléphones, ordinateurs),
- l'équipement en moyens logistique (véhicules, motos, carburant),
- l'équipement en support de sensibilisation (appareils de projection de films, vidéo, radio cassettes, matériels de sonorisation etc.).

3- Ressources financières

L'administration financière du programme devra être placée sous la responsabilité de l'état au premier chef. Un plaidoyer sera ensuite fait auprès des partenaires pour l'appui financier.

L'appui financier de l'UNICEF et la subvention de l'Etat constituent actuellement un atout. Il faut cependant signaler que ces ressources restent très limitées.

Compte tenu du caractère essentiellement urbain du phénomène, la participation financière des communes est un gage de succès et de pérennisation des acquis du programme.

XIII- CHRONOGRAMME DU PROGRAMME NATIONAL D'ACTION EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT

Objectifs liés à la prévention												
<i>Objectif spécifique 1 : Amener 75% des familles à risque déjà identifiées par le programme à assumer leur responsabilité parentale.</i>	Chronogrammes					Financements		Résultats attendus	Indicateurs	Parties responsables	Partenaires impliqués	
	AN 1	AN 2	AN 3	AN 4	AN 5	Coûts	Sources					
Activités : 1. Organisation de campagnes de sensibilisation (théâtre forum, caravanes, documentaires, spots radiophoniques, articles de presse, supports de sensibilisation appropriés et identification des zones et villages les plus touchés. 2. Organisation de causeries de témoignages, d'histoires de vie ; 3 - VAD	*	*	*	*	*			Les 75% des familles bénéficient de séances d'EVF, de VAD, de micro crédit, sont soutenues pour la scolarisation de leurs enfants, et sont sensibilisées.	-Nombre de campagnes de sensibilisation -Nombre de familles touchées -Nombre d'activité EVF organisées - Nombre de VAD réalisées. - Nombre de familles bénéficiaires d'un micro crédit. - Nombre d'enfants	DPF DRASSN DPASSN (AEMO) Mairie Communes Associations et ONG	Ministère des finances Enseignement MATD(mairie, communes) Partenaires au développement	

4. Activités d'éducation à la vie familiale (EVF)									bénéficiaires d'une bourse scolaire		
5-Accès au micro crédit pour les familles les plus vulnérables											
6-Octroi de bourses scolaires aux enfants des familles démunies.											
Objectif spécifique 2 : Sensibiliser l'opinion public et les communautés de base sur la situation des enfants et jeunes en difficulté et sur leur rôles dans la prévention du phénomène											
Activités : 1.Elaboration des supports de sensibilisation appropriés (théâtre forum, documentaires, spots radiophoniques). 2.organisation de campagnes de sensibilisation. 3.Traduction et diffusion de textes relatifs à la CDE, et au CPF, en langues locales 4.Réalisation d'une étude sur le phénomène 5.Création d'une banque de données sur le phénomène 6.Organisation de journées portes ouvertes sur le phénomène 7.Organisation de rencontres avec les autorités coutumières et religieuses	*	*						Le familles dans les zones à risques bénéficient de séances de sensibilisation et participent à des journées portes ouvertes. Rencontres avec les autorités et coutumières religieuses effectuées	Nombre d'activités de sensibilisation réalisées. Nombre de campagnes de sensibilisation organisées Nombre de familles touchées. Nombre de journées portes ouvertes organisées. Cartographie des zones à risque disponible. -Nombre de familles ayant participé aux journées portes ouvertes. -Nombre de rencontres	DPASSN DRASSN AEMO Association ONG	Partenaires au développement Information MEF et MATD
Objectif spécifique 3 : Promouvoir la participation des enfants à toutes les questions les concernant											
Activités : 1.Préparation des enfants en difficultés à s'exprimer sur les questions les concernant. 2.Sensibilisation des enfants sur l'importance de leur participation à toutes les questions les concernant. 3. Réalisation des activités de recherche-actions participatives. 4. Implication des enfants dans l'élaboration, l'exécution le suivi et l'évaluation des activités initiées en leur faveur. 5. Plaidoyer en faveur de la participation des enfants à la prise de décision les concernant.	*	*	*	*	*			Enfants préparés à s'exprimer Enfants sensibilisés Activités de recherche - actions réalisées Enfants impliqués Plaidoyer effectué	Nombre d'enfant préparé -Nombre d'enfant sensibilisé -Nombre d'activité de recherche-action réalisée. -Nombre d'enfants impliqués Nombre de plaidoyers effectués	DPASSN AEMO Association ONG	Parlement des enfants
Objectif spécifique 4 :											

Plaider pour l'adoption, la vulgarisation et l'application effective des textes législatifs et réglementaires en matière de protection de l'enfance.											
<p>Activités :</p> <p>1. Rencontre avec les autorités judiciaires.</p> <p>2. Recensement et traduction de textes de loi en matière de protection de l'enfance.</p> <p>3. Diffusion des textes existants.</p> <p>4. Proposition des textes susceptibles d'améliorer les conditions de vie des enfants en difficultés.</p> <p>5. Accélération des travaux de construction de tribunaux pour enfants.</p> <p>6. Formation de juges pour enfants</p> <p>7. Construction de cellules de garde à vue pour enfants dans les commissariats.</p> <p>8. Renforcement des capacités opérationnelles des forces de l'ordre pour réglementer la circulation des enfants à l'extérieur et à travers les frontières.</p> <p>9. Instauration des contrôles réguliers sur les lieux de travail des enfants dans les secteurs à risque.</p> <p>10. Plaidoyer en direction des forces de l'ordre, de l'Assemblée Nationale et du gouvernement.</p>	*	*	*	*	*			<p>Rencontres effectuées</p> <p>Textes de loi recensées</p> <p>Textes existants diffusés</p> <p>Textes proposés</p> <p>Travaux accélérés</p> <p>Juges formés</p> <p>Cellules de garde à vue construites</p> <p>Capacité des forces de l'ordre renforcée</p> <p>Contrôles réguliers effectuer</p> <p>Plaidoyers effectués</p>	<p>Nombre de rencontres effectuées.</p> <p>Nombre de textes recensés</p> <p>Nombre de textes existants diffusés</p> <p>Nombre de textes proposés</p> <p>Nombre de tribunaux construits</p> <p>Nombre de juges formés</p> <p>Nombre de cellules construites</p> <p>Type (matériel, financier, logistique) d'appui</p> <p>Nombre de contrôles</p> <p>Nombre de plaidoyer réalisés</p>	DPASSN AEMO Association ONG	CERFI
Objectif spécifique 5 : Renforcer les capacités d'intervention des structures d'appui aux groupes d'enfants particulièrement vulnérables.											
<p>Activités :</p> <p>1. Appui technique et institutionnel aux structures (formation, appui logistique et matériel.</p> <p>2. Rencontres de concertation entre intervenants.</p> <p>3. Mise en place d'un cadre technique de concertation.</p>	*	*	*	*	*			<p>Structures appuyées</p> <p>Rencontres effectués</p> <p>Cadre technique de concertation installé</p>	<p>Type d'appui</p> <p>Nombre de rencontres</p> <p>Cadre technique de concertation fonctionnel</p>	AEMO Association ONG	
Objectif spécifique 6 : Plaider pour la mise en œuvre d'activités de promotion socio-											

économique dans les régions auprès des communautés à risque.											
<p>Activités</p> <p>1. Identification des régions et communautés à risque.</p> <p>2. Réalisation des analyses de situation dans les zones.</p> <p>3. Organisation de rencontres avec les élus locaux, les leaders d'opinion, les décideurs gouvernementaux, les communautés.</p> <p>4. Organisation de rencontres, tables rondes avec les institutions étatiques, le secteur privé, les partenaires au développement en vue de la mobilisation de ressources pour le financement des projets AGR.</p> <p>5. Recherche d'une éducation de base adaptée à tous les enfants</p>	*	*	*	*	*			Régions et communautés à risque identifiées	Fréquence des effectuées.	DPEA	Justice MBPDH Sécurité MAT METSS
	*	*	*	*	*			Analyses de situation réalisée	Nombre d'analyses réalisées		
	*	*	*	*	*			Rencontres organisées	Nombres de rencontres organisées		
	*	*	*	*	*			Rencontre et tables rondes organisées	Nombres de rencontres et de tables rondes organisées		
	*	*	*	*	*			Education de base adaptée recherche			
Objectifs liés au traitement											
Objectifs spécifiques 1 : Renforcer les capacités du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale.											
<p>Activité :</p> <p>1. Recrutement et formation de personnels qualifiés</p> <p>2. Doter la structure centrale de 2 véhicules de type 4x4 .</p> <p>3. Doter les services communaux de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, les DPASSN de moto Yamaha V80.</p> <p>4. Doter la structure de coordination centrale en matériels et de fournitures de bureau.</p> <p>5. Assurer la maintenance du matériel</p>	*	*	*	*	*			Personnels recrutés et formés.	Nombre de personnes recrutées et formées.	DGAS DPEA ENSS	Partenaires au développement.
	*	*	*	*	*			Structure centrale dotée	Nombre de véhicules		
	*	*	*	*	*			Structures communales et les DPASSN dotées	Nombre de moto		
	*	*	*	*	*			Structure de coordination centrale dotée en matériel	Quantité de fournitures de bureau		
	*	*	*	*	*			Matériel maintenu	Matériels en bon état		
Objectifs spécifiques 2 : créer les conditions pour une collaboration effective entre les différents acteurs.											
Activités :										DPEA	Tous les

1. Création d'un cadre de concertation entre les différents acteurs	*	*					Cadre de concertation créer	Nombre de réunion	DPASS	ministères concernés.
2. Elaboration et adoption de textes réglementaires	*	*	*	*	*		Textes élaborés et adoptés	Textes appliqués.		
3. Organisation de séminaires de formation et d'échanges à l'endroit de tous les acteurs	*	*	*				Séminaires de formation et d'échange organisés	Nombre de séminaires et de formation		
4. Elaboration d'un cahier de charges à l'intention de tous les intervenants en faveur du public cible.	*	*					Cahier de charge élaboré	Cahier de charge disponible		
5. Création de structures de concertation provinciale, régionales et de coordination nationale des activités en faveur des ECPD	*	*	*				Structures de concertation et de coordination créées	Structures fonctionnelles		
6. Création d'un comité interministériel composé des Ministères concernés par la question des jeunes, les Associations, ainsi que les enfants.	*	*	*	*	*		Comité interministériel créé	Comité fonctionnel		
7. Collecte, traitement et diffusion de données sur les ECPD							Données collectées traitées et diffusées	Statistiques disponibles		
Objectifs spécifiques 3 : Renforcer Les compétences des intervenants sur les stratégies de prise en charge des bénéficiaires.										
Activités :										
1. Organisation de séminaires de formation et de recyclage	*	*	*	*	*		Séminaires de formation et de recyclage organisés	Nombre de séminaires de formation et de recyclage.	DPEA CFPTS ENSS	Partenaires au développement ONG Institution
2. Organisation de journées thématiques	*	*					Journées thématiques organisées	Nombre de journées thématiques organisées		
3. Organisation de fora		*		*			Fora organisés	Nombre de for a		
4. Création et ou renforcement de bibliothèques pour les intervenants et le public cible.	*	*					Bibliothèques créées et ou renforcées	Nombre de bibliothèques créées et ou renforcées		
5. Organisation de voyages d'échanges et d'études auprès d'autres intervenants	*	*	*	*	*		Voyages d'échanges et d'études effectués	Nombre de voyages effectués		
6. Appui technique et financier aux associations œuvrant en faveur des ECPD	*	*					Associations appuyées techniquement et financièrement	Nombre d'associations appuyées et types d'appui		
								Intervenants		

7. Confection de badges pour tous les intervenants auprès des ECPD								Badges confectionnés	auprès des ECPD dotés en badges		
Objectifs spécifiques 4 : Impliquer les familles et les communautés dans le processus de réinsertion socio-économique des enfants et jeunes vivant dans la rue											
Activités 1. Organisation de campagnes de sensibilisation (causeries, ciné-débats, théâtres-fora...) 2. Organisation des visites à domicile et des causeries.	*	*	*	*	*			Campagnes de sensibilisation organisées Visite à domicile et causeries organisées.	Nombre de campagnes de sensibilisation. Nombre de visites à domicile et de causeries	DPASSN AEMO Communes Associations	
Objectifs spécifiques 5 : Eviter « l'enracinement » des enfants et jeunes nouvellement arrivés.											
Activités : 1. Créer des centres d'accueil provisoire 2. Organiser des retours en famille dans les plus brefs délais 3. Créer, mettre à jour et faire fonctionner un fichier sur les ECPD 4. Créer un service SOS doter de capacité d'intervention	*	*	*	*	*			Centres d'accueil provisoire créés. Retours en famille organisés Fichier sur les ECPD créé, mis à jour et fonctionnel Service SOS créé et doter de capacité d'intervention	Nombre de centres. Nombre de retour en famille Fichier disponible Service SOS fonctionnel	DPASSN Association ONG	Partenaires au développement Mairie Commune

Objectifs spécifiques 6 : Assurer une prise en charge adéquate (médico-socio-psychologique) des enfants et jeunes toxico-dépendants											
Activités : 1. Identification des enfants et jeunes toxico dépendants 2. Prise en charge psychologique des toxico dépendants 3. Effectuer des suivis post-cure 4. Effectuer des sorties de	*	*	*	*	*			Enfants et jeunes toxico dépendants identifiés Prise en charge effectuée Suivis effectués Sorties effectuées	Nombre d'enfants et de jeunes Nombre d'enfants et de jeunes pris en charge Nombre d'enfants et de jeunes suivis	AEMO Association ONG	Santé Partenaires au développement

terrain des visites dans les centres de prise en charge des visites à domicile	*	*	*	*	*			Projets élaborés	Nombre de sorties		
5. Elaborer des projets individuels	*	*	*	*	*			Prise en charge médicale assurée	Nombre projets élaborés		
6. Assurer la prise en charge médicale									Nombre d'enfants pris en charge		
Objectifs spécifiques 7 : Assurer une prise en charge psychosociale des enfants et jeunes présentant des troubles graves du comportement ou des handicaps divers											
Activités :										AEMO Association ONG	Justice Santé Partenaires au développement
1. Identification des cas concernés	*	*	*	*	*			Cas identifiés	Nombre de cas identifiés		
2. Examen des conditions de prise en charge des enfants	*	*	*	*	*			Conditions examinées			
3. Renforcement de la collaboration avec le Ministère de la Justice et les associations	*	*	*	*	*			Collaboration renforcée	Partenariat effectif		
4. Collaboration avec les services sociaux de la justice	*	*	*	*	*			Collaboration effective	Partenariat effectif		
5. Suivre les enfants après leur garde à vue et leur incarcération	*	*	*	*	*			Enfants suivis	Nombre d'enfants suivis		
Objectifs spécifiques 8 : Assurer un encadrement socio-éducatif et psychologique de 2146 enfants et jeunes vivant dans la rue											
Activités :										AEMO Association ONG	Partenaires au développement
1. Effectuer des sorties de terrain (suivi sur les sites)	*	*	*	*	*			Sorties effectuées	Nombre de sorties réalisées.		
2. Effectuer enquêtes sociales	*	*	*	*	*			Enquêtes effectuées	Nombre d'enquêtes.		
3. Organiser des causeries, entretiens, animations, théâtres...	*	*	*	*	*			Séances organisées Camps et excursions effectués Examens psychologique réalisés	Nombre de séances réalisées.		
4. Organiser des camps et excursions	*	*	*	*	*				Nombre de camps et excursions.		
5. Réalisation d'examens											

psychologiques	*	*	*	*	*			Projets élaborés	Nombre d'examens psychologiques réalisés		
6. Elaborer des projets individuels									Nombre de projets individuels.		
Objectifs spécifiques 9 : Favoriser l'intégration socio-économique de 60% des enfants et jeunes vivant dans la rue											
Activités :											
1. Identifier et mettre en place des réseaux d'artisans privés	*	*	*	*	*			Réseau mis en place	Réseau fonctionnel		
2. Établissement de contacts avec le Ministère de l'Emploi, ONG, Bureau des artisans etc.	*	*	*	*	*			Contacts noués	Partenariat effectif		
3. Installations individuelles ou collectives des enfants et jeunes.	*	*	*	*	*			Enfants et jeunes installés	Nombre d'enfants et de jeunes installés		
4. Placements professionnels ou en perfectionnement	*	*	*	*	*			Placements professionnels ou en perfectionnement effectué	Nombre de placements par type		
5. Référence des enfants et jeunes auprès des structures compétentes.	*	*	*	*	*			Enfants et jeunes référés	Nombre d'enfants et de jeunes référés		
6. Mettre des pools de pairs éducateurs	*	*	*	*	*			Pools mis en place	Pools fonctionnels		
7. Apporter un appui aux familles les plus démunies et aux jeunes dans les activités génératrices de revenus	*	*	*	*	*			Familles appuyées	Nombre de familles appuyées		
8. Organiser cours du soir (alphabétisation fonctionnelle)	*	*	*	*	*			Cours organisés	Cours dispensés		
9. Organiser des formations à la gestion.	*	*	*	*	*			Formations organisées	Nombre de formations organisées		
Objectifs spécifiques 10 : Assurer la réhabilitation, l'accompagnement et le suivi des enfants retirés de la rue :											

AEMO
Association
ONG

METSS
Bureau des
artisans
ONPE
MEBA
Partenaires au
développement

particulièrement vulnérables.	vulnérables dont les services d'appui sont renforcés														
	Nature et nombre d'appuis apportés aux services de base	- Rapport d'activités	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
1- 6 - Plaider auprès de l'Etat pour la mise en œuvre d'activités de promotion socio-économiques dans les régions.	Nombre d'activités de promotion socio-économique mise par l'Etat dans les régions auprès des communautés à risques	- Rapport d'activités des DREP	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 - 1- Renforcer les capacités du MASSN	Nombre de structures du MASSN ayant bénéficiés d'un appui institutionnel	- Rapport d'activités du MASSN	1 fois /an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nombre d'agents dont les compétences ont été renforcées	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nature et nombre de formations dispensées au profit des agents du MASSN	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nature et nombre d'appui apporté aux structures du MASSN	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2-2- Créer les conditions pour une collaboration effective entre les différents acteurs.	Nombre de rencontres de concertation tenues entre les différents acteurs	Rapports d'activités des structures de coordinations	1 fois /an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nombre d'échanges de correspondances entre les différents partenaires	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 - 3 - Renforcer les compétences des intervenants sur les stratégies de prise en charge des bénéficiaires	Nombre de formations dispensées sur la stratégie de prise en charge des bénéficiaires Nombre d'intervenants ayant bénéficiés de formation	Rapport de formation	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 - 4 Impliquer les familles et les communautés dans le processus de réinsertion socio-économique des enfants et jeunes vivant dans la rue.	Nombre de familles et des communautés participantes au processus de réinsertion socio-économique	- Rapport d'activités du MASSN et des DREP	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nombre de jeunes réinsérés avec l'adhésion et la participation des familles et des communautés	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2-5-Eviter « l'enracinement » dans la rue des enfants et jeunes nouvellement arrivés.	Nombre de jeunes nouvellement arrivés dans la rue retirés dans des délais courts. - Durée d'enracinement moyen des enfants dans la rue	Rapport des structures de coordination de l'AEMO //	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 - 6 -Assurer une	Nombre de toxico	//	//												

prise en charge adéquate des enfants et jeunes toxico dépendants.	dépendants et d'enfants pris en charge			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 – 7 Assurer une prise en charge psychosociale des enfants présentant des troubles graves du comportement	Nombre d'enfants et jeunes pris en charge sur le plan psychosocial	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 - 8 Assurer un encadrement socio-éducatif et psychologique de 2146 enfants et jeunes vivant dans la rue	Nombre d'enfants et jeunes vivant dans la rue encadrés sur le plan socio-éducatif et psychologique	//	//	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2 – 9 Favoriser l'intégration socio-économique de 60% des enfants et jeunes identifiés vivant dans la rue. 2 - 10 Assurer la réhabilitation, l'accompagnement et le suivi des enfants retirés de la rue.	Nombre d'enfants et jeunes vivant dans la rue qui sont intégrés sur le plan socio-économique Nombre d'enfants retirés de la rue réhabilités	Rapports d'activités	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nombre d'enfants retirés de la rue accompagnés et suivi	Rapports d'activités	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Nombre de visites ou de suivis effectués au profit des enfants retirés de la rue.	Rapports d'activités et de suivi	1 fois/ an	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

XV - PLAN INTEGRE DE COMMUNICATION (PIC)

Type de communication	Cible	Zone d'intervention	Canaux utilisés	Objectifs comportementaux	Activités	Période
Communication pour le Changement de Comportement (CCC)	Familles à risque identifiées	Le territoire national (régions, provinces, départements, villages)	- Théâtre forum - Documentaires - Spots radio - Presse - Supports de sensibilisation appropriés	- Amener 75% des familles à risque déjà identifiées à assumer leur responsabilité parentale pour éviter que les enfants n'aillent dans la rue et le rejet de ces enfants	- Organiser des campagnes multimédia - Organisation de caravanes - Identification des familles à risques	
	Familles –Parents - Communautés de base - Les maîtres coraniques - Les employeurs - Les ECPD toutes			Amener les familles, les communautés et les parents à mieux connaître les dangers liés à la vie dans la rue et les faire prendre conscience de ces	- Elaborer des supports de sensibilisation appropriés - Organiser des campagnes multimédia	

	catégories confondues			dangers pour mieux les impliquer dans les actions de préventions et de réinsertion socio- économique	- Organiser des journées portes ouvertes - Causeries	
			Mise en place de réseaux entre les structures ECPD -Camp, excursions -Support de causeries - Théâtre	- Eviter l'enracinement des jeunes Nouvellement arrivés dans la rue -Assurer un encadrement psycho éducatif et psycho logique des ECPD		
Mobilisation sociale	-Les communautés de base - Les autorités religieuses -Tous les services et structures traitant des questions des ECPD Tous les acteurs intervenants Associations ONG	Tout le territoire national	- Campagnes multimédia - Rencontres de sensibilisation - Conférence - Atelier d'information - Cadres de concertation - Rencontres de concertation - Visite à domicile	- Informer largement les communautés sur les risques inhérents à la vie dans la rue - Promouvoir la participation des enfants à toutes les questions les intéressants - Rechercher leur adhésion et leur participation dans les processus de réinsertion socio-économique des ECPD		
Plaidoyer	-Autorités judiciaires -L'assemblée nationale - Etat - MBDHP - METSS - Présidence du Faso	National	- Visite de courtoisie - Rencontres de travail - Ateliers d'information et de formation - Journée portes ouvertes - Cadres institutionnelles - Table ronde de partenaires	- Adopter, vulgariser et appliquer effectivement des lois en matière de protection de l'enfance - Mettre en œuvre des activités de promotion socio-économique dans les régions, auprès des communautés à risques.		

Budget indicatif du programme AEMO par année

Rubriques à financer	Coût Unit.	Quantité	2005	2006	2007	2008	2009	Coût Total
1. Campagne de sensibilisation	2 500 000	225	112 500 000	112 500 000	112 500 000	112 500 000	112 500 000	562 500 000
- supports (affiches, dépliants, spot) ;	5 000	5 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000
- journées portes ouvertes ;	10 000 000	5	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000
- traduction des textes en 04 langues ;	2 500 000	4	10 000 000					10 000 000
- causeries (carburants)	1 500	11 250	3 375 000	3 375 000	3 375 000	3 375 000	3 375 000	16 875 000
- causeries (prise en charge)	15 000	11 250	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	56 250 000
Sous total campagne de sensibilisation.								720 625 000
	50 000	2 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 000 000
2. Octroi de micro-crédits à 2000 familles	50 000	1 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000
3. Octroi de bourse et fournitures scolaires à 1000 enfants.	-	-	10 000 000	-	-	-	-	10 000 000
	-	-	10 000 000	-	-	-	-	10 000 000
4. Etude sur le phénomène	5 000 000	5	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000

5. Création d'une banque de données								
6. Collecte, traitement et diffusion des données.	50 000	180	9 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	45 000 000
7. Rencontres de concertation (180)	100 000	180	18 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000	90 000 000
- Pause café								
- Carburant								330.000.000
Sous total rencontres de concertation	400 000	5	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000
	3 000 000	40	60 000 000	60 000 000	-	-	-	120 000 000
8. Rencontres de plaidoyer(5)	2 000 000	40	-	-	40 000 000	40 000 000	-	80 000 000
9. Session de formation (40)								
10. Session de recyclage (40)	-	-	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000
11. Appui logistique	2 000 000	100	100 000 000	100 000 000	-	-	-	200 000 000
- Confection de badges	2 000 000	60	120 000 000	-	-	-	-	120 000 000
- Achat motos Yamaha 100	5 000 000	13	35 000 000	30 000 000	-	-	-	65 000 000
- Achat ordinateurs/Imprimantes (60)	100 000	300	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	30 000 000
- Achat photocopieuse (13)								
- Achat fournitures de bureau								

- Achat de véhicules tout terrain	30 000	2	60 000 000	-	-	-	-	60 000 000
- Maintenance/ matériel	000	5	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000
- Entretien matériel roulant	2 000	5	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000
	000							
Sous- total logistique	10 000							740.000.000
	000							
12. Recrutement et formation		5	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	250 000 000
13. Rencontres et tables rondes		20	5 000 000	-	-	5 000 000	-	10 000 000
14. Journées thématiques		10	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	20 000 000
15. Organisation de fora	50 000	3	-	4 000 000	4 000 000	4 000 000	-	12 000 000
16. Création /Renforcement de 2 bibliothèques	000							
17. Voyages d'étude	500 000	2	16 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	20 000 000
- A l'extérieur du pays	2 000							
- A l'intérieur du Pays	000	2	3 000 000	-	3 000 000	-	-	6 000 000
	4 000	2	3 000 000	-	-	3 000 000	-	6 000 000
	000							
Sous –Total voyages d'études								324.000.000
	10 000							
18. Appui financier aux intervenants du privé	000	250	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	250 000 000
		20 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 000 000
19. Visites à domiciles pour 1000 enfants	3 000							
	000	20	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 000 000
20. Centres d'accueil provisoires	3 000	100	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	300 000 000
- Construction	000							
- Fonctionnement								750 000 000
Sous- Total centres d'accueil								
	1 000	-	40 000 000	40 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	200 000 000
21. Construction et fonctionnement centres d'écoute conseil pour jeunes et parents	000							
	5 000	2 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	20 000 000
		2 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	60 000 000
22. Retour en famille de 2000 enfants	5 000							
	000							280 000 000
- transport	3 000							
- carburant/ prise en charge accompagnants	000							
Sous- Total retour en famille								
	-							
	10 000							
	30 000							

23. Enquêtes Sociales								
24. Prise en charge psychologique des toxico-dépendants	-	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000
	-	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000

25. Prise en charge médicale des enfants	-	-	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	20 000 000
26. Suivi post-cure	-	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000
- Camps éducatifs	20 000	1 600	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	32 000 000
- Installations/ placement/ formation								770 000 000
								200 000 000
Sous- Total suivi post- cure	2 000 000	100	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	50 000 000
	100 000	500	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
27. Camps éducatifs								48 000 000
28. Installation des enfants	80 000	600	9 600 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	15 000 000
29. Placement professionnels ou en perfectionnement	10 000	1 500	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	80 000 000
	2 000 000	40	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	
30. Cours du soir								15 000 000
31. Formation en gestion	3 000 000	5	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	20 000 000
32. Supervision	2 000 000	10	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	
- niveau central								428 000 000
- niveau régional								
Sous- Total supervision								15 000 000
	-	-	-	-	15 000 000	-	-	20 000 000
33. Evaluations	-	-	-	-	-	-	20 000 000	
- à mi-parcours								35 000 000
- final								
Sous- Total évaluation								9 000 000
	150 000	60	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	12 000 000
34. Gestion du programme	200 000	60	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	400.000.000
- Recrutement/secrétaire	1.000.000	80	80.000.000	80.000.000	80.000.000	80.000.000	80.000.000	
Recrutement gestionnaire								421 000 000
Etat (personnel, bâtiments, allocation budgétaire)								
Sous- Total gestion du programme			1.112.325.000	862.325.000	720.325.000	711.325.000	679.325.000	4.105.625.000
			11.123.250	8.623.250	7.203.250	7.113.250	6.793.250	41.056.250
TOTAL			1.123.448.250	870.948.250	727.520.250	718.438.250	686.118.250	7.287.890.750
Imprévue 1%								
Total Général								

Annexe I

Tableau N° VI : Répartition des enfants et jeunes selon leur zone de provenance.

Zone d'accueil	Boucle du Mouhoun	Centre	Centre Est	Centre Ouest	Centre Nord	Centre sud	Est	Haut Bassins	Nord	Sahel	Sud Ouest	Cascades	Total	pourcentage
Origine														
Mouhoun	55							1			4	1	61	2,84%
Kossi	23	1						2					26	1,21%
Sourou	14	1		2					1				18	0,84
Nayala	19	1		1									21	0,98%
Balés	4	3		1									8	0,37%
Banwa	6	2		1				4	2		1		16	0,75%
Kadiogo	7	128	10	4	3	3		7	1		3		166	7,74%
Oubritenga		40	4					5					49	2,28%
Ganzourgou	3	57	1					1	2		1		65	3,03%
Kourwéogo		7		2							2	1	12	0,56%
Boulgou		29	32	1	1	2		1					66	3,08%
Kouritenga	2	34	39		8		3						86	4,01%
Koulpelogo			9				1						10	0,47%
Boulkiemdé	7	15		28		1		5	1		2	5	64	2,98%
Sissili		13		10			2						25	1,16%
Sanguié		1		32				1					34	1,58%
Ziro		6		9									15	0,70%
Sanmatenga	4	54	6		62	1	9	1	2		1		140	6,52%
Bam	5	8			20								33	1,54%
Namentenga		7	10		16		19						52	2,42%
Zoudwéogo		8	1			17		12					38	1,77%

Nahouri	3	12		1		25							41	1,91%
Bazéga		32	3	1	1	7							44	2,05%
Gouma	1	14	6					15			2		38	1,77%
Tapoa								10					10	0,47%
Gnagna		2						48		1			51	2,38%
Komandjari		1						17					18	0,84%

Kompienga		5			4		7						16	0,75%
Houet	5	8	1	1				134	1		6	2	158	7,36%
KénéDougou								16					16	0,75%
Tuy		4						1					5	0,23%
Yatenga	7	23		2		1		6	77	1	1	3	121	5,64%
Passoré		16	1	3					45				65	3,03%
Zandoma									43				43	2,00%
Lorum		1							21				22	1,03%
Séno	5	37					1	2	1	41	5		92	4,29%
Soum	4	6					1		20	19	3		53	2,47%
Oudalan		3			1		3		1	31			39	1,82%
Yagha		4					2			7			13	0,61%
Comoé	5								1		1	13	20	0,93%
Léraba													0	0%
Poni	2										84		86	4,01%
Bougouriba											55		55	2,56%
Ioba											54	4	58	2,70%
Noubiel											12		12	0,56%
RCI	2		1	1				6			5	1	16	0,75%
Ghana		4	4			1	1	1			1		12	0,56%
Mali	1	2								6	3	1	13	0,61%
Nigéria									1				1	0,05%
Inconnu	7		6				3					1	17	0,79%
Niger							1			2	1		3	0,14%
Togo							2						1	0,05%
Bénin							2						2	0,09%
TOTAL	191	589	134	100	116	58	145	205	222	109	246	31	2146	100%

Annexe 11

Pour la mise en œuvre du Programme National Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) et dans le cadre de la prévention du phénomène des jeunes vivant dans la rue, il est préconisé la mise en place des sites d'hébergement provisoire.

Pour ce faire, deux (02) options ont été identifiées, à savoir :

- ♦ Le renforcement de la capacité opérationnelle des structures d'encadrement ECPD existantes dans le milieu associatif
- ♦ La création de nouveaux sites d'hébergements au niveau des zones de grandes concertations où évoluent les ECPD.

S'agissant du renforcement des structures existantes un certain nombre de critères ont guidé le choix :

Les critères :

1. Avoir un local approprié (dortoir, douche, WC, etc.) ;
2. Etre une structure intervenant dans le domaine ECPD ;
3. Avoir une capacité d'accueil acceptable (nombre, qualité du maté....) ;
4. Etre à mesure de restaurer les jeunes ;
5. Etre à même d'assurer une permanence à temps plein ;
6. Avoir des compétences nécessaires dans l'accompagnement des jeunes.

Les conditions d'accès du jeune dans les sites d'hébergement provisoire.

- ♦ Age : 6 à 18 ans.
- ♦ Durée de séjour dans la rue n'excédant pas de 1 à 15 jours.

Durée du jeune dans les sites d'hébergement provisoire.

Elle ne saurait excéder un (01) mois.

Ce délai devrait être mis à profit par les structures d'hébergement provisoire pour réunir les informations nécessaires afférentes aux jeunes dans le but de déclencher une action à son profit (placement institutionnel, retour en famille etc.)

ANNEXE III - AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS SUR L'ENQUETE DE MAI 2002
SUR LES ENFANTS ET JEUNES VIVANT DANS LA RUE

TABLEAU VII : Répartition des enfants selon le niveau de déscolarisation

	CP		CE		CM		6è - 5è		4è - 3è		Première		Non connu		Total
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	
Boucle du Mouhoun	10		30		27		11		3		/		/		81
Centre	35		43		43		9		3		1		2		136
Centre Est	8		12		14		1		/		/		3		38
Centre Ouest	10		23		26		6		/		/		1		66
Centre Nord	2		8		6		4		/		/		/		20
Centre Sud	2		10		8		/		1		/		/		21
Est	11		10		7		/		/		/		/		28
Haut Bassins	17		33		13		/		/		/		/		63
Nord	10		17		17		3		1		/		/		48
Sahel	1		5		6		2		/		/		/		14
Cascades	/		6		3		1		/		/		/		10
Sud Ouest	12		31		44		8		/		/		35		130
Total	118	18,02	228	34,81	214	32,67	45	6,87	8	1,22	1	0,15	41	6,26	655

Tableau n° VIII : Répartition des enfants selon le niveau d'instruction

	Jamais scolarisé		Déscolarisé	Ecole coranique		alphabétisé	En cours scolarisation				Non connu		Total
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	
Boucle du Mouhoun	41		81		63		1		1		4		191
Centre	73		136		316		21		13		30		589
Centre Est	31		38		61		1		2		1		134
Centre Ouest	22		66		10		/		2		/		100
Centre Nord	27		20		60		1		4		4		116
Centre Sud	1		21		22		1		1		12		58
Est	34		28		77		/		2		4		145
Haut Bassins	36		63		102		1		1		2		205
Nord	33		48		136		3		1		1		222

Sahel	41		14		54		/		/		/		109
Cascades	2		10		16		/		/		3		31
Sud Ouest	43		130		28		1		39		5		246
Total	384	17,89	655	30,52	945	44,04	30	1,39	66	3,08	66	3,08	2146

Tableau IX : Répartition des enfants selon le niveau de déscolarisation

Niveaux	Effectifs	Pourcentage
Cours primaire 1ère & 2ème année	118	18,02%
Cours élémentaire 1ère & 2ème année	228	34,81%
Cours moyens 1ère & 2ème année	214	32,67%
Secondaire moitié du 1er cycle	45	6,87%
Seconde moitié du 1er cycle	8	1,22%
Première	1	0,15%
Non connu	41	6,26%

Analyse des données quantitatives relatives aux enfants de la rue**Tableau X : Répartition des enfants par région**

Régions du Burkina Faso	Effectif total	Pourcentage
Boucle du Mouhoun	191	8,90%
Centre	589	27,45%
Centre Est	134	6,24%
Centre Ouest	100	4,66%
Centre Nord	116	5,42%
Centre Sud	58	2,70%
Est	145	6,76%
Haut Bassins	205	9,55%
Nord	222	10,34%
Sahel	109	5,08%
Cascades	31	1,44%
Sud Ouest	246	11,46%
Total général	2 146	100%

-

Tableau XI : Répartition des enfants selon l'âge.

Tranches d'âge	Effectif	Pourcentage
0 - 6 ans	9	0,42%
7 - 12 ans	518	24,14%
13 - 18 ans	1347	62,77%
+ de 18 ans	250	11,65%
Inconnu	22	1,02%
Total	2146	100%

Tableau XII : Répartition des enfants selon le sexe

	Sexe Masculin	Sexe Féminin
--	---------------	--------------

Régions	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Boucle du Mouhoun	187	8,94%	4	7,14%
Centre	580	27,75%	9	16,07%
Centre Est	134	6,41%	/	/
Centre Ouest	94	4,50%	06	10,7%1
Centre Nord	113	5,40%	03	5,36%
Centre Sud	58	2,80%	/	/
Est	145	6,94%	/	/
Hauts Bassins	196	9,38%	09	16,0%7
Nord	219	10,48%	03	5,36%
Sahel	109	5,21%	/	/
Cascades	31	1,48%	/	/
Sud Ouest	224	10,71%	22	39,29%
Total	2090	100%	56	100%
Pourcentage	97,39%		2,61%	

Tableau XIII : Répartition des enfants par région et par situation familiale (profil des enfants).

Profils	O. Père		O mère		O complet		PVE		PS/D		Parents inconnus	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Boucle du Mouhoun	38	19,9	24	12,57	12	6,28	89	46,6	13	6,81	15	7,85
Centre	82	13,92	55	9,34	54	9,17	321	54,5	77	13,07	/	/
Centre Est	13	9,7	15	11,19	12	8,96	63	47,01	3	2,24	28	20,9
Centre Ouest	31	31	8	8	23	23	28	28	10	10	/	/
Centre Nord	15	12,93	9	7,76	11	9,48	77	66,38	4	3,45	/	/
Centre Sud	10	17,24	1	1,72	7	12,08	26	44,83	13	22,41	1	1,72
Est	13	8,97	6	4,14	8	5,52	97	66,9	20	13,79	1	0,69
Haut Bassins	18	8,78	18	8,78	6	2,93	145	70,73	18	8,78	/	/
Nord	31	13,97	16	7,21	8	3,6	157	70,72	8	3,6	2	0,90
Sahel	17	15,6	20	18,35	23	21,10	38	34,86	11	10,09	/	/
Cascades	3	9,68	4	12,9	2	6,45	19	61,29	2	6,45	1	3,23
Sud Ouest	73	29,67	21	8,54	26	10,57	91	37	34	13,82	1	0,41
Total	344	16,03	197	9,18	192	8,95	1151	53,63	213	9,93	49	2,28

O : orphelin - PVE : parents vivant ensemble - PS/D : parents séparés ou divorcés